

N° 264

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2007-2008

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 avril 2008

RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) sur le projet de loi relatif aux **emplois réservés** et portant **dispositions diverses relatives à la défense**,*

Par M. André DULAIT,

Sénateur.

(1) *Cette commission est composée de* : M. Josselin de Rohan, *président* ; MM. Jean François-Poncet, Robert del Picchia, Jacques Blanc, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Jean-Pierre Plancade, Philippe Nogrix, André Boyer, Robert Hue, *vice-présidents* ; MM. Jean-Guy Branger, Jean-Louis Carrère, Jacques Peyrat, André Rouvière, André Trillard, *secrétaires* ; MM. Bernard Barraux, Jean-Michel Baylet, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Pierre Biarnès, Didier Borotra, Didier Boulaud, Robert Bret, Mme Paulette Brisepierre, M. Christian Cambon, Mme Michelle Demessine, M. André Dulait, Mme Josette Durrieu, MM. Jean Faure, Jean-Pierre Fourcade, Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Gisèle Gautier, Nathalie Goulet, MM. Jean-Noël Guérini, Michel Guerry, Hubert Haenel, Joseph Kergeris, Robert Laufoaulu, Louis Le Pensec, Simon Loueckhote, Philippe Madrelle, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Charles Pasqua, Daniel Percheron, Xavier Pintat, Yves Pozzo di Borgo, Jean Puech, Jean-Pierre Raffarin, Yves Rispat, Roger Romani, Gérard Roujas, Mme Catherine Tasca, M. André Vantomme, Mme Dominique Voynet.

Voir le numéro :

Sénat : 324 (2006-2007)

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	5
I. LE DISPOSITIF DES EMPLOIS RÉSERVÉS	7
A. LES EMPLOIS RÉSERVÉS : SOLIDARITÉ ET RECONVERSION	7
1. <i>Les origines du dispositif</i>	7
2. <i>La problématique de reconversion : une actualité particulière</i>	7
3. <i>Le fonctionnement actuel des emplois réservés</i>	9
B. UNE MODERNISATION NÉCESSAIRE	10
1. <i>Un dispositif ancien dont des pans entiers sont devenus inopérants</i>	10
2. <i>Une « sous-utilisation » du dispositif en volume</i>	11
3. <i>Des procédures inadaptées</i>	11
II. LE PROJET DE LOI	13
A. DES PRINCIPES MAINTENUS	13
1. <i>Une procédure dérogatoire</i>	13
2. <i>Deux catégories de bénéficiaires</i>	13
B. UN ÉLARGISSEMENT DU CHAMP D'APPLICATION	13
1. <i>L'extension du champ des bénéficiaires</i>	13
2. <i>Un élargissement des possibilités de reconversion</i>	14
C. UN ASSOULISSEMENT DU DISPOSITIF	14
III. LES OBSERVATIONS DE VOTRE COMMISSION	15
A. LA NÉCESSITÉ DE CLARIFIER LES DEUX LOGIQUES À L'ŒUVRE DANS LE DISPOSITIF	15
B. L'IMPÉRATIF DE BANALISER LA MOBILITÉ DES MILITAIRES	15
C. LA DIFFICULTÉ DE FAIRE MONTER EN PUISSANCE LE DISPOSITIF	16
EXAMEN DES ARTICLES	19
• Article 1^{er} Refonte du dispositif des emplois réservés (chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG)	19
• Article 2 Période transitoire	26
• Article 3 Accès à l'examen des candidats concernés par la période transitoire	27
• Article 4 Caducité au terme de la période transitoire	27
• Article 5 Coordination avec le code du travail	27
• Article 6 Accès dérogatoire des conjoints et partenaires de PACS des personnels civils et militaires de la Défense décédés au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Défense	28
• Article 7 Transfert aux tribunaux départementaux des pensions du contentieux des soins gratuits	28
• Article 8 Suppression de la référence aux commissions régionales des soins gratuits	30
• Article 9 Condition d'âge des officiers généraux pour la nomination en qualité de contrôleur général en mission extraordinaire	30

• Article 10 Régime des servitudes des anciens établissements militaires de la Société nationale des poudres et explosifs	32
EXAMEN EN COMMISSION	35
TABLEAU COMPARATIF	37

Mesdames, Messieurs,

Le dispositif des emplois réservés, qui consiste dans un accès dérogatoire à la fonction publique pour différentes catégories de bénéficiaires, a été instauré au début du vingtième siècle, avec l'objectif de récompenser certains soldats en leur garantissant une forme de « reconversion » par l'accès à l'emploi public.

Avec la première guerre mondiale, ce dispositif a changé de nature et a été réorienté au service des pensionnés militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Antérieur à la mise en place du droit de la fonction publique et du statut général des militaires, conçu dans un environnement économique largement disparu (manufactures d'Etat), il a fait l'objet de prorogations et d'adjonctions successives qui en font un mécanisme « sédimenté » dont des pans entiers sont obsolètes.

Pour autant, la pertinence et la nécessité d'un tel dispositif ne sont pas en cause et une modernisation de la procédure d'accès aux emplois réservés de la fonction publique s'imposait.

C'est cette refonte qu'opère le projet de loi soumis à l'examen du Sénat tout en opérant des aménagements juridiques ponctuels sur divers sujets intéressant la Défense.

I. LE DISPOSITIF DES EMPLOIS RÉSERVÉS

A. LES EMPLOIS RÉSERVÉS : SOLIDARITÉ ET RECONVERSION

1. Les origines du dispositif

Mis en place à l'origine pour les militaires de l'armée de terre par la loi du 21 mars 1905, modifiant la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, le dispositif des emplois réservés a été étendu aux marins par la loi du 8 août 1913.

La mise en place d'un accès privilégié aux emplois publics correspond alors à une logique de reconnaissance des services rendus, reprise par la loi du 18 juillet 1924.

La première guerre mondiale conduit à assigner au dispositif un second objectif : l'emploi des invalides de guerre. La loi du 17 avril 1916 réserve préférentiellement des emplois, pour une durée de cinq ans à compter de la cessation des hostilités, aux militaires et marins réformés n°1, retraités par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre. Ce droit de préférence provisoire a été reconduit à plusieurs reprises à partir de 1923. Il a été reconduit pour la dernière fois en 1983, jusqu'en 1989. Des nominations sont néanmoins intervenues sur cette base depuis cette date.

Initialement conçu pour offrir un débouché aux militaires, le dispositif des emplois réservés s'est donc très rapidement vu assigner un second objectif d'emploi des invalides de guerre.

Ce second objectif, qui demeure, est aujourd'hui devenu plus marginal en volume. Le dispositif des emplois réservés s'inscrit désormais dans la problématique plus large de la reconversion, laquelle a pris une dimension nouvelle avec la professionnalisation des armées.

2. La problématique de reconversion : une actualité particulière

Préoccupation ancienne du ministère de la défense, la problématique de la reconversion des militaires se pose avec une acuité particulière depuis la professionnalisation des armées.

Toutes les conséquences de la professionnalisation n'ont certainement pas été tirées dans ce domaine si l'on considère, d'une part le nombre important des militaires qui quittent le service sans droit à pension militaire, (19 422 en 2005 contre 9 971 en 2000) et, d'autre part, l'augmentation significative du nombre d'allocataires du chômage (10 000 fin 2005, soit un quasi-doublement par rapport à 2000) et, par conséquent du coût de cette indemnisation, 85 millions d'euros en 2005.

De surcroît, l'ancienneté moyenne actuelle des hommes du rang n'est que de 4,4 ans, les effets de la professionnalisation ne sont donc pas encore pleinement perceptibles.

En raison de la nécessité de maintenir une moyenne d'âge compatible avec les spécificités de la mission des militaires, 30 000 militaires sont rendus à la vie civile chaque année, les deux-tiers étant des militaires du rang, titulaires de contrats courts.

Sur ce total, les militaires ayant servi pendant plus de quatre ans (environ 18 000 par an, dont environ 7 000 militaires du rang) sont éligibles au dispositif de reconversion de la Défense. Environ 9 000 personnes demandent à en bénéficier chaque année.

Ce dispositif, qui mobilise environ 100 millions d'euros par an, comprend une vaste gamme d'outils dont deux modalités d'accès à l'emploi public prévues par le statut général des militaires :

- l'accès à la fonction publique sans concours par voie de détachement institué par la loi du 2 janvier 1970, pérennisé et ouvert à l'ensemble des militaires de carrière et sous contrat par la révision du statut général des militaires (article L 4139-2 du code de la défense) ; cette procédure permet de reconvertir entre 200 et 300 personnes chaque année ;

- l'accès par la voie des emplois réservés, prévu par l'article L. 4139-3 du code de la défense, selon lequel *« le militaire, à l'exception de l'officier de carrière et du militaire commissionné, peut se porter candidat pour l'accès aux emplois réservés, sur demande agréée, dans les conditions prévues par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. En cas d'intégration ou de titularisation, la durée des services effectifs du militaire est reprise en totalité dans la limite de dix ans pour l'ancienneté dans le corps ou le cadre d'emploi d'accueil de catégorie C. Elle est reprise pour la moitié de la durée des services effectifs dans la limite de cinq ans pour l'ancienneté dans le corps ou le cadre d'emploi de catégorie B »*.

Dans un contexte d'annonce de restructuration des implantations de la défense, la dynamisation d'un mécanisme de reconversion dans la fonction publique présente un intérêt évident.

D'une ampleur inégalée puisque, selon les estimations, 30 000 à 50 000 emplois pourraient être supprimés dans les armées sur la prochaine période de programmation, ces suppressions d'emplois devraient s'opérer principalement par non-renouvellement de contrats.

Il importe que la Défense puisse rendre ces personnels à la vie civile dans de bonnes conditions dans la mesure où, parallèlement, elle devra poursuivre ses recrutements dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

3. Le fonctionnement actuel des emplois réservés

Ce dispositif, qui constitue à l'origine un droit accessoire du droit à pension, est inséré dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Pour définir le nombre des emplois réservés, un pourcentage est appliqué au flux de recrutement dans des catégories d'emplois énumérées par une liste limitative. Cette nomenclature précise, pour chaque emploi, les pourcentages offerts aux ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité. Sur ce total, 10 % sont réservés aux publics prioritaires.

Le dispositif distingue trois catégories de bénéficiaires par ordre de priorité, à qui sont opposées des conditions d'âge, de délai et de durée de service différentes :

- les personnes prioritaires : invalides de guerre et militaires blessés en opérations, veuves et orphelins. Ont été progressivement ajoutés à ces personnes prioritaires d'autres publics comme les conjoints de militaires, policiers, douaniers décédés en service, les orphelins de sapeurs-pompiers, professionnels ou volontaires ou, plus récemment les victimes d'attentats terroristes ;

- les militaires réformés pour cause de blessure, de maladie ou d'infirmité ;

- les militaires en reconversion.

Les candidats doivent remplir des conditions d'aptitude physique et professionnelle.

La procédure repose sur la sélection des bénéficiaires par la voie d'un examen professionnel réparti en catégories, B et C.

Lors de leur inscription, les candidats choisissent un corps et deux départements d'affectation.

Ces choix ne correspondant pas forcément aux postes disponibles, le ministre chargé des anciens combattants prend un arrêté de répartition fixant le nombre, la nature et la répartition géographique des postes. Seuls sont ainsi organisés des examens donnant accès à des emplois pour lesquels des recrutements sont avérés.

L'ensemble des candidats ayant réussi l'examen ne figure donc pas automatiquement sur les listes de classement. Les candidats non retenus conservent le bénéfice de leur réussite au titre des deux années suivantes pour solliciter leur inscription sur une liste de classement. En revanche, les personnes classées conservent le bénéfice de leur classement jusqu'à l'obtention d'un emploi.

Les listes de classement sont établies par catégorie d'emploi en fonction des résultats à l'examen pondérés par une série de bonifications qui font une large place à l'ancienneté des candidats.

Les personnes qui figurent sur les listes sont affectées dans l'ordre de classement : l'administration d'accueil n'a par conséquent pas le choix des personnes, qui leur sont imposées. Celles-ci disposent d'un délai d'un mois pour faire connaître leur décision sur la proposition qui leur est faite.

En cas d'acceptation, les administrations disposent de deux mois pour procéder à la nomination des intéressés. Cette règle de nomination dans l'ordre de la liste de classement permet un traitement des bénéficiaires dans le strict respect de l'ordre de priorité mais elle induit aussi des effets pervers, les administrations d'accueil étant réticentes à accueillir des personnes recrutées selon ces modalités.

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats inscrits sur les listes de classement est inférieur au nombre de vacances dans les administrations concernées, les postes sont remis à la disposition des administrations dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire par concours.

En moyenne, sur la période 1999-2004, 2241 candidats ont été convoqués, 1536 se sont présentés et 743 ont été admis.

En moyenne sur la même période, 775 désignations sont intervenues chaque année.

Il convient de rappeler que les bénéficiaires des emplois réservés sont pris en compte au titre de l'obligation d'emploi de 6 % de personnes handicapées fixée par la loi du 10 juillet 1987 et reprise dans le code du travail. Ces dernières ne relèvent plus, depuis la loi du 11 février 2005, du dispositif des emplois réservés dont 6 % des postes leur étaient précédemment réservés. Elles sont désormais intégrées à la fonction publique par la voie du contrat. De fait, ce système avait marqué ses limites puisqu'en 2002, près de 5 000 personnes handicapées, classées avant 1999, étaient toujours en attente de nomination.

B. UNE MODERNISATION NÉCESSAIRE

1. Un dispositif ancien dont des pans entiers sont devenus inopérants

Conçu, pour l'essentiel, après la fin de la première guerre mondiale, le dispositif des emplois réservés a fait depuis lors l'objet de prorogations successives sans réforme de fond.

Désuet sur bien des points, il s'adresse à une société dont les structures familiales ont considérablement changé, à une fonction publique

dont les modes de gestion et la nature des emplois a considérablement évolué et à un environnement économique radicalement différent.

Le texte fait ainsi référence, pour les orphelins de guerre aux emplois destinés aux mineurs dans l'administration, pour les garçons, et aux emplois d'ouvrières des manufactures de l'Etat, pour les filles.

2. Une « sous-utilisation » du dispositif en volume

En dépit de l'importance du nombre de postes offerts, le dispositif des emplois réservés peine à constituer un véritable débouché vers les corps civils pour les militaires : sur les 3 544 postes offerts en 2005, 2 922 ont été rendus aux administrations.

Le nombre de postes effectivement pourvus enregistre même une décroissance régulière depuis 2002 : 861 en 2002, 628 en 2003, 720 en 2004, 531 en 2005 et 381 en 2006.

La légère croissance enregistrée en 2007, avec 503 désignations, ne marque pas un renversement de tendance significatif

3. Des procédures inadaptées

Les procédures actuelles ne semblent donner satisfaction à aucune des parties en présence.

Les militaires, et notamment les jeunes engagés, perçoivent l'examen professionnel comme un obstacle et manifestent une réticence à s'y préparer. C'est pourquoi, sur un volume théorique de postes disponibles, seule une faible proportion est finalement honorée.

A cet égard, la désignation de cette seconde carrière sous le vocable « d'emplois réservés » est certainement source d'ambiguïté.

L'accès à la fonction publique par la voie des emplois réservés est une entrée dans le corps pour l'administration d'accueil alors que le militaire est un agent public qui dispose de plusieurs années d'ancienneté.

Les administrations d'accueil, quant à elles, perçoivent ce dispositif comme une contrainte sans contrepartie.

Les examens sont lourds et coûteux à organiser. Ils ne sont au demeurant pas organisés de façon régulière et systématique, ce qui fait peser une incertitude sur les candidats.

Le système de classement ne laisse aux administrations aucune latitude quant au choix de la personne recrutée et l'adéquation de son profil avec le poste ouvert. Dans un contexte de tension budgétaire et de réduction de postes, cette donnée devient déterminante pour les gestionnaires.

Le caractère restrictif des choix géographiques des lauréats, qui ne correspond pas forcément à la disponibilité des emplois, les conduit parfois à demeurer longtemps sur les listes et ne répond plus aux besoins des administrations d'une mobilité relative.

A tous égards, le dispositif fait preuve d'une rigidité excessive qui se traduit par une désaffection partagée, tant par les candidats que par les administrations.

II. LE PROJET DE LOI

A. DES PRINCIPES MAINTENUS

1. Une procédure dérogatoire

Le principe d'une procédure spécifique d'accès à la fonction publique, dérogatoire au droit commun du concours, gérée au niveau interministériel par le ministre chargé des anciens combattants, est maintenu et réaffirmé dans son caractère « d'obligation nationale ».

Tous les corps ou cadres d'emploi des catégories B et C des trois fonctions publiques sont concernés par l'accès par la voie des emplois réservés.

2. Deux catégories de bénéficiaires

Le principe de deux catégories de bénéficiaires est maintenu lui aussi.

La première, prioritaire, est constituée des invalides de guerre et des militaires blessés au cours de campagne de guerre, ou, en cas de décès, de leurs conjoints et enfants.

La seconde catégorie est constituée de militaires ayant accompli un certain nombre d'années de service et pour qui les emplois réservés constituent une forme de reconversion.

La répartition en deux enveloppes, 10 % des emplois étant réservés aux personnes prioritaires dans le régime actuel, est en revanche supprimée. Ces personnes prioritaires ont représenté moins de trente candidatures sur les quinze dernières années, nombre pour lequel la quote-part de 10 % était manifestement surévaluée. De nombreux postes étaient ainsi reversés au bénéfice de la seconde catégorie.

La condition de durée de service, maintenue à quatre ans pour les militaires, n'est pas opposable aux militaires réformés ou retraités pour blessures, maladies ou infirmités imputables au service.

B. UN ÉLARGISSEMENT DU CHAMP D'APPLICATION

1. L'extension du champ des bénéficiaires

La définition des bénéficiaires prend acte de l'évolution de la société en élargissant aux concubins et partenaires de PACS survivants le bénéfice de l'accès aux emplois réservés, au titre de la première catégorie.

La voie des emplois réservés est également ouverte aux personnes ayant subi une atteinte à leur intégrité physique du fait de leurs fonctions ou attributions.

Le projet de loi n'opère plus de distinction entre filles et garçons pour ce qui concerne les emplois susceptibles d'être occupés par les orphelins, à qui sont ouverts l'ensemble des emplois réservés.

La première catégorie de bénéficiaires bénéficie d'un accès prioritaire aux emplois réservés et de dispositions préférentielles pour la localisation de l'emploi. Les emplois non pourvus au titre de la première catégorie sont reversés au bénéfice de la seconde, composée des militaires.

Pour ce qui concerne les militaires, le projet de loi prévoit que l'accès aux emplois réservés est ouvert aux militaires servant à titre étranger, y compris aux non ressortissants de l'Union européenne. Cet élargissement ne devrait cependant concerner qu'un flux très limité de personnes.

2. Un élargissement des possibilités de reconversion

Le projet substitue le principe d'un accès par la voie des emplois réservés à tous les corps, sauf exceptions établies par une liste, à une logique de définition limitative des emplois accessibles par la voie des emplois réservés.

La logique d'un pourcentage des flux de recrutement est préservée.

Le texte pose le principe d'une nomination en qualité de stagiaire ou d'élève stagiaire dans l'administration concernée, avec une position de détachement, prorogée aussi longtemps que nécessaire à l'égard du ministère de la Défense.

C. UN ASSOUPPLISSEMENT DU DISPOSITIF

Le fonctionnement concret du dispositif est, pour l'essentiel, renvoyé au décret. Il est prévu d'élargir le champ géographique du choix des candidats. L'objectif de cet élargissement est d'introduire plus de souplesse dans le dispositif.

Les candidats ne devront plus choisir deux départements mais deux régions pour leur zone géographique d'affectation. Ils pourront également choisir, afin d'augmenter leurs chances de trouver un emploi rapidement, d'être inscrits sur une liste nationale.

Dans le même esprit, le délai dans lequel ils doivent donner une réponse à une proposition est réduit d'un mois à dix jours ou encore, les visites médicales systématiques avant l'examen sont supprimées.

Les limites d'âge qui leur étaient opposables sont désormais celles du corps ou cadre d'emplois sollicité.

III. LES OBSERVATIONS DE VOTRE COMMISSION

A. LA NÉCESSITÉ DE CLARIFIER LES DEUX LOGIQUES À L'ŒUVRE DANS LE DISPOSITIF

Le projet de loi réaffirme la coexistence au sein du même dispositif de deux logiques.

Une logique de solidarité nationale à l'égard des militaires blessés en opérations mais aussi de toute personne atteinte dans son intégrité physique alors qu'elle se trouvait au service de la collectivité coexiste avec une logique de mobilité des militaires vers la fonction publique civile. Cette deuxième logique est proche de celle qui prévaut dans le dispositif dit « 70-2 ».

A l'évidence, la logique de solidarité nationale doit être maintenue et compte tenu du faible nombre de personnes auxquelles elle s'adresse, 32 personnes entre 1991 et 2007, soit environ 5 personnes par an, elle ne soulève pas de réelle difficulté, ni de principe, ni de mise en œuvre.

En revanche, si les emplois réservés ont constitué le « support » de la mobilité des militaires vers la fonction publique par « assimilation » aux blessés en opérations en l'absence de dispositif alternatif, c'est bien une logique de deuxième carrière et non une logique de reconnaissance des services rendus, qui est à l'œuvre pour eux.

C'est pourquoi votre Commission souhaite qu'une dénomination plus attractive et moins ambiguë soit appliquée à ce dispositif.

Elle considère également que les militaires réformés pour cause de maladie, de blessure ou d'infirmité, qui constituent actuellement une catégorie spécifique qui ne figure pas dans les bénéficiaires de premier rang, soient clairement rattachés aux personnes prioritaires dans la mesure où ils ressortissent bien à la catégorie des personnes qui, soumises à un statut législatif, se sont trouvées dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle.

Elle propose également que cet accès à la fonction publique ne soit pas ouvert aux personnes radiées des cadres ou ayant fait l'objet d'une radiation de contrat pour motif disciplinaire. La défense ne saurait faire bénéficier d'un accès dérogatoire à la fonction publique de personnes qui ne lui auraient pas donné satisfaction.

B. L'IMPÉRATIF DE BANALISER LA MOBILITÉ DES MILITAIRES

Ce projet de loi très spécifique sur les emplois réservés s'inscrit dans une réflexion beaucoup plus large sur la reconversion des militaires d'une part et le décloisonnement des corps de la fonction publique, d'autre part.

Ainsi, ce dispositif dérogatoire pourrait constituer le prélude à la banalisation des passerelles au sein de la fonction publique mais aussi entre personnels sous statut militaire et fonction publique et vice –versa, comme le prévoit au demeurant le projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnel dans la fonction publique prochainement soumis à l'examen du Sénat.

Aussi d'après les informations fournies à votre rapporteur, le gouvernement a poursuivi sa réflexion et la concertation et envisage désormais un dispositif plus fluide, inspiré des dispositions qui prévalent pour le recrutement de la fonction publique territoriale et des dispositions relatives à la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. Votre Commission se félicite de cette modification qui fait passer le présent projet de loi du « toilettage » à la réforme de fond.

Compte tenu des modifications envisagées pour ce projet de loi qui font une large part au choix des administrations d'accueil, elle estime qu'il n'y a plus lieu de limiter l'accès par la voie des emplois réservés aux seules catégories B et C. Elle propose par conséquent d'ouvrir l'accès à la catégorie A dans les proportions et sous réserve des exceptions prévues par décret en conseil d'Etat. Pour plus de souplesse, cet accès ne serait possible que par l'inscription sur une liste d'aptitude nationale.

A terme, réserve faite des bénéficiaires prioritaires, les dispositifs « emplois réservés » et « 70-2 » ont clairement vocation à se rapprocher, et votre commission le souhaite vivement.

C. LA DIFFICULTÉ DE FAIRE MONTER EN PUISSANCE LE DISPOSITIF

Votre Commission partage le constat établi par le Gouvernement sur le dispositif des emplois réservés et la nécessité de le réformer.

Elle s'interroge toutefois sur la capacité du dispositif, même rénové, à représenter un véritable débouché pour la reconversion et à jouer tout son rôle dans un contexte de réduction programmée des effectifs de la fonction publique, même si cette réduction, compte tenu des évolutions démographiques, ne signifie pas, bien au contraire, l'arrêt de tout recrutement.

Elle considère qu'il devra évoluer dans le sens d'un intérêt partagé entre les candidats et les administrations d'accueil plus que dans celui d'une « obligation nationale », vécue comme imposée et qui risque dans ce cas de rester lettre morte.

Il appartiendra à l'outil de reconversion de la Défense de préparer mieux encore les militaires qui quittent l'institution à leur nouvelle carrière, qu'elle soit au demeurant dans la fonction publique ou dans le secteur privé.

Les objectifs quantitatifs assignés à cette réforme seront particulièrement difficiles à évaluer. Avec un mode de fonctionnement rénové

et l'augmentation prévisible du nombre de candidats, il serait souhaitable que l'ensemble des postes théoriquement disponibles, soit environ 3 000 par an, soient effectivement pourvus par la voie des emplois réservés.

L'information des bénéficiaires potentiels et des administrations devra être renforcée par une communication efficace.

Sous le bénéfice de ces observations, votre Commission vous recommande l'adoption du présent projet de loi, assorti des amendements qu'elle vous soumet.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1^{er}

Refonte du dispositif des emplois réservés (chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG)

Cet article opère une refonte complète du chapitre IV « *emplois réservés* » du titre III « *droits et avantages accessoires* » du Livre III « *droits et avantages attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de la guerre* » du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui passe de 58 à 16 articles, sous l'effet notamment de la suppression de précisions de caractère réglementaire.

L'article L. 393 définit les principes généraux applicables aux emplois réservés.

Il pose le principe du recrutement par la voie des emplois réservés comme « **obligation nationale** à laquelle concourent l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics qui leur sont rattachés » ainsi que la fonction publique hospitalière. De facto, le premier alinéa proposé pour l'article L. 393 constitue un élargissement aux autres fonctions publiques que celle de l'Etat de l'accès par la voie des emplois réservés : théoriquement ouvert en droit, cet accès n'était pas organisé par le code des pensions militaires d'invalidité et n'était donc pas mis en œuvre, à de très rares exceptions près.

Il dispose que les bénéficiaires « *peuvent être recrutés de manière dérogatoire, sans concours, sur des emplois réservés à cet effet dans les corps et cadres d'emplois des fonctions publiques de l'Etat, territoriale et hospitalière* ».

Ces bénéficiaires doivent remplir les **conditions posées par les articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983** portant statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales. Ce texte pose cinq conditions qui portent sur :

- la nationalité française ;
- la jouissance des droits civiques ;
- le casier judiciaire ;
- la position au regard du code du service national ;
- les conditions d'aptitude physique « *exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap* ».

L'article 5 *bis* du statut général des fonctionnaires aménage la condition de nationalité pour les ressortissants des Etats membres de la communauté européenne ou partie à l'accord sur l'espace économique européen en leur ouvrant les emplois qui sont « *séparables de l'exercice de la souveraineté* » et de comportent pas de « *participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique de l'Etat ou des autres collectivités publiques* ».

Le texte proposé pour l'article L. 393 **exclut du bénéfice des emplois réservés les personnes exclues depuis moins de cinq ans de la fonction publique pour un motif disciplinaire.**

Il définit trois catégories de bénéficiaires par ordre de priorité :

- les articles L. 394 à L. 396 sont relatifs aux bénéficiaires prioritaires (pensionnés de guerre), sans condition de délai ;
- les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 397 (militaires réformés) à qui sont proposés, sous conditions d'âge et de délai les emplois non pourvus par la première catégorie ;
- puis les autres bénéficiaires, mentionnés aux articles L. 398 et L. 399 (militaires et anciens militaires), sous conditions d'âge et de délai.

Le dernier alinéa de l'article **prévoit que les postes non pourvus sont remis à la disposition des administrations et des collectivités publiques.** L'article L. 407 définit les conditions dans lesquelles ces postes sont remis à la disposition des administrations qui doivent, avant de pouvoir les remettre éventuellement au concours, les proposer à d'autres publics prioritaires.

La **section 1** est consacrée aux bénéficiaires des emplois réservés.

L'article L. 394 définit six catégories de bénéficiaires des emplois réservés, auxquels **aucune condition d'âge, de délai ou de durée de service** n'est opposable :

- les **invalides de guerre** titulaires d'une pension militaire d'invalidité en raison de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées dans le cadre du service au cours des guerres ou des expéditions déclarées campagnes de guerre, cette dernière notion se confondant avec celle d'opération extérieure figurant à l'article L. 4123-4 du code de la Défense. Un décret précise les lieux, début et fin de chaque opération permettant l'accès des militaires concernés aux emplois réservés ;
- les victimes civiles de la guerre ;

- les sapeurs pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service ou à l'occasion du service ;

- les victimes d'un acte de terrorisme ;

- les personnes sous statut législatif ou réglementaire ayant subi une atteinte à leur intégrité physique, contracté ou vu s'aggraver une maladie en service ou à l'occasion du service, et se trouvant de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle ;

- les personnes ayant subi les mêmes dommages que les précédentes en « *exposant leur vie, à titre habituel ou non, ont contribué à une mission d'assistance à personne en danger* ».

Cet article élargit le champ des bénéficiaires directs des emplois réservés dans la mesure où, en dehors de la première catégorie et des militaires réformés, les situations visées ouvraient précédemment ce droit au conjoint survivant ou aux enfants orphelins des personnes touchées.

Le délai de dix ans à compter du jour de l'admission au droit à pension, pendant lequel les pensionnés de guerre pouvaient bénéficier de l'accès aux emplois réservés, est supprimé.

L'article L. 395 prend en considération les évolutions de la société depuis la première rédaction du code et, notamment, la féminisation des armées.

Il ouvre l'accès aux emplois réservés aux **conjoint**s, aux partenaires de PACS et aux concubins des personnes visées à l'article L. 394 décédées ou disparues dans les circonstances visées par l'article ainsi que des militaires décédés, disparus en service ou pensionnés pour aliénation mentale.

Dans les cas où les personnes visées à l'article L. 394 ont **des enfants mineurs, l'autre parent ou le soutien de famille qui a la charge éducative ou financière des enfants peut également accéder aux emplois réservés**. Cet accès est également ouvert au parent ou au soutien de famille de l'enfant d'un militaire décédé ou disparu en service, ce que permet d'ores et déjà la référence à l'article L. 394, ou pensionné pour aliénation mentale. Votre Commission vous propose par conséquent un amendement supprimant la référence aux militaires décédés ou disparus en service.

L'article L. 396 ouvre l'accès aux emplois réservés aux **enfants** :

- orphelins de guerre et pupilles de la Nation ;

- des bénéficiaires visés à l'article L. 394 « *dont le décès, la disparition ou l'incapacité de pourvoir à leurs obligations et à leurs charges de famille est imputable aux situations énumérées* » ;

- des militaires décédés ou disparus en service, ce que permet déjà la référence à l'article L. 394, ou dont la pension relève de l'article L. 124 (pensionné pour cause d'aliénation mentale).

Aucune condition de délai n'est imposée. En revanche, les enfants devaient être âgés de **moins de 21 ans au moment des faits**. Si cet âge ne correspond plus à la majorité actuelle, il est revanche cohérent avec un âge auquel les enfants sont encore souvent à charge de leurs parents.

L'article L. 397 ouvre l'accès aux emplois réservés, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été pourvus par les bénéficiaires visés aux articles précédents, aux « **anciens militaires, autres que ceux visés à l'article L. 394, qui ont du quitter l'armée du fait de blessures, maladies ou infirmités reconnues imputables au service** ».

Sont exclues du dispositif les personnes qui sont devenues fonctionnaires civils.

Les militaires réformés peuvent postuler **sans condition de durée de service**.

En revanche, des conditions d'âge et de délai sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Dans le régime actuel, le délai pendant lequel les militaires peuvent postuler aux emplois réservés après leur cessation d'activité est de trois ans, éventuellement renouvelable après guérison d'une maladie à évolution lente. D'après les informations fournies à votre rapporteur, ce délai serait porté à **six ans**.

Considérant que les militaires réformés pour cause de blessures maladies ou infirmités reconnues imputables au service pourraient être parfaitement fondés à se prévaloir des termes du 5° de l'article L. 394 selon lequel les « *personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire, dans le cadre de leurs fonctions professionnelles au service de la collectivité (...) ont subi une atteinte à leur intégrité physique* » peuvent prétendre aux emplois réservés sans conditions d'âge, de délai, ni de durée de service, **voire Commission vous propose de supprimer cet article L. 397**.

L'article L. 398 est relatif aux emplois réservés comme mode de **reconversion des militaires**.

Il rend le dispositif accessible :

- aux militaires autres que ceux mentionnés à l'article L. 394 ;
- aux anciens militaires à l'exclusion de ceux qui sont devenus fonctionnaires civils et de ceux qui ont été radiés des cadres ou dont le contrat a été résilié pour motif disciplinaire.

Des conditions d'âge et de délai sont prévues.

La **durée de service** nécessaire pour accéder aux emplois réservés est de **quatre ans** ; elle est cohérente avec la durée de service minimale nécessaire au bénéfice des dispositifs de reconversion au sein de la Défense. Le délai pendant lequel les anciens militaires peuvent postuler aux emplois réservés est de **trois ans après la cessation d'activité**.

Le texte prévoit également que les anciens militaires ne doivent pas avoir fait l'objet d'une radiation des cadres ou d'une résiliation de contrat pour motif disciplinaire au cours des cinq dernières années. Conjuguée la limite des trois ans pour postuler, cette condition interdit *de facto* l'accès aux emplois réservés à ces anciens militaires. Votre Commission vous propose de l'exclure *de jure*, considérant que la procédure d'accès à la fonction publique par la voie des emplois réservés pour les militaires constitue une forme de reconnaissance des services rendus et qu'elle ne saurait bénéficier à des personnes dont l'armée a souhaité se séparer pour des motifs disciplinaires.

L'article L. 399 ouvre le bénéfice des emplois réservés aux militaires **servant à titre étranger**, dans **les mêmes conditions d'âge et de délai** que pour les militaires et anciens militaires de nationalité française visés à l'article L. 398.

Il ouvre l'accès à la fonction publique à des ressortissants de pays tiers à l'Union européenne. Comme aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne seuls les emplois qui sont « *séparables de l'exercice de la souveraineté* » et ne comportent pas de « *participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique de l'Etat ou des autres collectivités publiques* » pourront leur être proposés.

Cette disposition, très forte sur le plan symbolique, ne devrait viser qu'un nombre limité de personnes, compte tenu notamment du niveau des pensions servies aux légionnaires, appelés à servir fréquemment en opérations extérieures.

La **section 2** définit la procédure d'accès aux emplois réservés.

L'article L. 400 pose un principe général d'accès aux corps de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique hospitalière classés en catégorie B et C ou de niveau équivalent.

Cet article inverse le principe qui s'applique actuellement, selon lequel une nomenclature établit la liste limitative des emplois accessibles par la voie des emplois réservés. Cette nomenclature est établie par les articles D. 311 à D. 313 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Présentée sous forme de tableaux, elle indique la désignation des emplois, le groupe d'invalidité, la catégorie dans laquelle ils sont rangés et les

proportions réservées aux deux catégories de bénéficiaires, prioritaires et militaires, les conditions d'accès ; des observations complémentaires précisent, le cas échéant, les conditions spécifiques d'accès qui peuvent porter sur des compétences particulières ou les infirmités incompatibles.

Dans le dispositif proposé par le projet de loi, les exceptions peuvent être tirées de la nature des emplois ou du faible nombre des postes mis au recrutement. La liste en est fixée par décret en Conseil d'Etat.

D'après les informations fournies à votre rapporteur, seul un petit nombre de corps devraient être visés par cette liste, les conditions spécifiques d'accès prévues à certains corps étant par ailleurs opposables aux postulants par la voie des emplois réservés.

Pour ce qui concerne la fonction publique territoriale, l'article L. 400 prévoit que les bénéficiaires d'emplois réservés « *peuvent être recrutés par l'autorité territoriale* ». Cette faculté laissée à l'autorité territoriale répond à la fois au principe de libre administration des collectivités territoriales et aux règles applicables en matière de recrutement au sein de la fonction publique territoriale selon lesquelles l'inscription sur une liste d'aptitude ne vaut pas recrutement.

L'article L. 401 prévoit qu'un pourcentage est appliqué au nombre de postes déclarés vacants pour chaque concours ouvert dans les catégories concernées ainsi qu'à l'occasion de la déclaration des postes vacants auprès des centres de gestion pour la fonction publique territoriale.

Ce pourcentage qui atteint actuellement 25 % pour certaines catégories, devra être défini pour chaque corps.

L'article L. 402 maintient le principe d'un examen pour l'inscription sur une liste d'aptitude. Cette liste peut être régionale ou nationale, selon le vœu exprimé par le candidat.

D'après les informations fournies à votre rapporteur, le critère géographique est souvent décisif pour les candidats et l'Ile de France qui concentre un nombre important de postes, reste peu attractive. La liste nationale permet cependant d'obtenir un emploi rapidement.

L'article L. 402 ouvre la possibilité de déroger, le cas échéant, à la condition de diplôme posée pour l'accès à un corps ou cadre d'emploi.

La définition des conditions d'aptitude physique est renvoyée à un décret en Conseil d'Etat.

D'après les informations fournies à votre rapporteur, ce dispositif devrait évoluer par voie d'amendement du gouvernement au profit d'un mécanisme qui emprunte aux procédures de la fonction publique territoriale

sur le fondement de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle.

L'article L. 403 prévoit que, pour les fonctions publiques de l'Etat et hospitalière, l'autorité administrative compétente désigne les candidats inscrits sur les listes d'aptitude par ordre de classement.

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats inscrits sur les listes d'aptitude régionales est insuffisant, il est fait appel à la liste nationale, dans l'ordre de classement.

L'article L. 404 est relatif à la fonction publique territoriale : il prévoit que, lors des recrutements, les listes d'aptitude aux emplois réservés transmises aux centres de gestion sont examinées préalablement à la nomination d'un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie à l'issue des concours ; les deux types de liste emportant les mêmes effets pour l'autorité territoriale et les candidats.

L'article L. 405 précise que le candidat inscrit sur liste d'aptitude est nommé en qualité de stagiaire ou d'élève stagiaire selon les modalités fixées par le statut particulier du corps d'accueil. Pour la fonction publique hospitalière, le texte précise que le directeur de l'établissement « *est tenu de procéder à son recrutement à la demande de l'autorité administrative compétente de l'Etat* ».

Cet article fixe une obligation pour le candidat d'accepter l'emploi dans lequel il est nommé, faute de quoi il est radié des listes et a épuisé ses droits aux emplois réservés.

L'article L. 406 précise la position statutaire des stagiaires à l'égard du ministère de la Défense. Il précise que le militaire suit ce stage en position de détachement et que, s'il est sous-contrat, son contrat est prorogé de droit jusqu'à la fin du stage ou de la scolarité obligatoire et de leur renouvellement éventuel.

L'article L. 407 précise les conditions dans lesquelles un poste à pourvoir non attribué peut être remis à la disposition de l'administration ou de l'établissement public hospitalier qui l'a déclaré vacant. A la différence du régime qui s'applique actuellement, le poste ne peut être remis directement au concours mais il doit être pourvu par des catégories de bénéficiaires énumérés par ordre de priorité : les travailleurs handicapés, les personnels en voie de reconversion professionnelle.

L'article L. 408 prévoit que les bénéficiaires visés par les articles L. 397 à L. 399 (anciens militaires et militaires) peuvent se présenter aux concours internes après un an de service effectif, sans que puissent leur être opposées des conditions d'âge et d'ancienneté de service.

Votre Commission vous propose **d'adopter l'article 1er assorti des amendements précédemment évoqués.**

Article 2 **Période transitoire**

Cet article définit les dispositions applicables aux candidats ayant réussi aux examens des emplois réservés et se trouvant en attente de nomination à la date de promulgation de la loi.

Il tient compte du fait que, dans le régime actuel, les candidats aux emplois réservés peuvent se trouver dans une situation où ils ont réussi à l'examen professionnel mais où, compte tenu de leur choix de poste et/ou de départements, ils n'ont pu être inscrits sur les listes de classement calibrées en fonction du nombre de postes effectivement disponibles. Ces candidats peuvent rester dans cette situation dans les deux années qui suivent leur succès à l'examen, durée après laquelle ils doivent le repasser.

Le texte prévoit que le candidat ayant réussi aux examens **conserve ses droits jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la loi.**

Au cours de cette période transitoire, le ministre chargé des anciens combattants peut définir une répartition géographique des emplois destinés aux candidats admis lors des deux sessions précédentes qui n'ont pas été inscrits sur des listes d'aptitude. Cette répartition géographique vise à réorienter les candidats vers des choix géographiques plus compatibles avec des postes effectivement disponibles. Ces candidats peuvent choisir deux départements maximum par emploi, s'inscrire sur une liste de classement nationale ou encore demander d'autres emplois relevant d'autres corps ou cadres d'emploi auxquels le même examen donne accès.

Ces candidats sont alors inscrits sur une liste de classement, à la suite des candidats figurant déjà sur les listes.

Si le candidat en a admis le principe, il peut se voir proposer un emploi situé dans un département différent.

A défaut d'acceptation d'une proposition dans les dix jours, le candidat est réputé la refuser et perd tout droit aux emplois réservés.

Votre commission vous propose **d'adopter cet article**, assorti d'un amendement de **clarification rédactionnelle**.

Article 3

Accès à l'examen des candidats concernés par la période transitoire

Cet article ouvre la possibilité aux candidats mentionnés à l'article 2 de se présenter à un examen durant la période transitoire.

Votre Commission vous propose un **amendement de clarification rédactionnelle** à cet article.

Article 4

Caducité au terme de la période transitoire

Cet article pose un principe général de caducité au terme de la période transitoire des procédures engagées avant la date de la promulgation de la loi, qu'il s'agisse des procédures de reclassement pour inaptitude professionnelle, des listes de classement établies avant la promulgation de la loi ou au titre de la période transitoire.

Votre Commission vous propose un **amendement de clarification rédactionnelle** à cet article.

Article 5

Coordination avec le code du travail

Cet article modifie le code du travail pour modifier les références qui y sont faites au code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre pour la prise en compte des bénéficiaires des emplois réservés dans le décompte de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés.

Sont concernés les bénéficiaires des articles L. 394 à L. 396, invalides de guerre et « assimilés », conjoints et enfants.

Votre Commission vous propose un **amendement rédactionnel** à cet article, dans la perspective de l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2008, de la rédaction du code du travail issue de la loi n° 2008-67 du 21 janvier 2008 de ratification de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative à la partie législative du code du travail.

Article 6

Accès dérogatoire des conjoints et partenaires de PACS des personnels civils et militaires de la Défense décédés au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Défense

Cet article vise à élargir à la catégorie B un dispositif existant pour la catégorie C qui permet au conjoint d'un personnel décédé d'être recruté directement par le ministère de la Défense comme adjoint administratif.

Il permet aux conjoints et aux partenaires de PACS des personnels civils et militaires de la défense dont le décès est en relation avec l'exercice de leurs fonctions d'être recrutés directement dans le corps des secrétaires administratifs du ministère de la Défense, par dérogation à la fois à la règle du concours et à la législation sur les emplois réservés.

D'après les informations fournies à votre rapporteur, le dispositif actuel d'accès à la catégorie C concerne environ cinquante personnes par an.

Le projet de loi prévoit que les bénéficiaires de ce dispositif doivent remplir les conditions d'accès à la catégorie B.

Il s'agit d'un dispositif très dérogatoire si l'on considère le caractère extrêmement sélectif de ce type de concours. Le recrutement direct en catégorie C était justifié par le caractère devenu largement inopérant pour les conjoints du dispositif des emplois réservés. Il permet aussi au ministère de la Défense de réagir très rapidement, en quelques jours, face aux situations dramatiques nées du décès d'un personnel.

Votre Commission vous propose **d'adopter cet article**, assorti d'un amendement visant à corriger une référence.

Article 7

Transfert aux tribunaux départementaux des pensions du contentieux des soins gratuits

En application de l'article L. 79 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, le contentieux des soins gratuits et de l'appareillage (chapitres Ier et IV du titre VII) ne relève pas des juridictions des pensions.

Pour les soins gratuits, il est confié par dérogation par l'article L. 118, à une juridiction administrative spécifique, la commission contentieuse des soins gratuits (une par région) dont les décisions sont susceptibles d'appel devant la commission supérieure des soins gratuits.

Il s'agit d'un **contentieux de faible volume** (quarante et un pourvois en 2003 devant les commissions régionales, dix procédures en appel, douze

jugements rendus par la Commission supérieure des soins gratuits). L'exposé des motifs du projet de loi note que ces commissions qui sont présidées par le préfet de région et où siègent de droit le directeur régional des anciens combattants, le trésorier payeur général du département ainsi que le médecin contrôleur des soins gratuits, ainsi que des praticiens, sont difficiles à réunir.

En outre, dans une série de décisions du 3 décembre 2003, le conseil d'Etat a annulé des arrêts de ces juridictions sur le fondement d'une composition « *de nature à faire naître un doute objectivement justifié sur l'impartialité de celle-ci* ». Le Conseil d'Etat a estimé que les arrêts des commissions des soins gratuits tranchaient « *une contestation sur des droits et obligations de caractère civil* », les soins gratuits constituant une prestation accessoire à une pension d'invalidité et qu'à ce titre, ces commissions devaient **se conformer aux termes de l'article 6-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme** et des libertés fondamentales en matière de publicité des débats, d'indépendance et d'impartialité.

Par conséquent, le présent article vise à la suppression de l'exception de compétence pour le contentieux des soins gratuits.

Les juridictions des pensions connaîtraient par conséquent tant du droit principal, les pensions, que des droits dérivés, dont les soins gratuits.

Cet article préserve l'exception de compétence pour le chapitre IV, qui traite de l'appareillage et qui concerne actuellement 52 000 bénéficiaires et dont le contentieux, est, par voie de conséquence, encore plus faible que celui des soins gratuits. Le traitement du contentieux de l'appareillage relève du droit commun ; il est par conséquent confié aux tribunaux administratifs.

Dans une ordonnance du 13 avril 2006, le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat a néanmoins considéré que le litige relatif au refus de prise en charge d'un appareillage relevait de la Commission contentieuse des soins gratuits, en application du principe de la gratuité des prestations médicales donnant droit à pension.

Votre Commission suggère **d'unifier le contentieux de l'ensemble des droits dérivés devant les juridictions des pensions.**

Elle propose par conséquent à cet article la **suppression de l'exception de juridiction pour le contentieux de l'appareillage** qui serait confié, comme celui des soins gratuits aux juridictions des pensions.

Votre commission vous propose **d'adopter l'article 7 ainsi amendé.**

Article 8

Suppression de la référence aux commissions régionales des soins gratuits

Cet article modifie l'article L. 118 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui, en application de l'exception de compétence prévue par l'article L. 79 confie le contentieux des soins gratuits à la commission contentieuse des soins gratuits en premier ressort et à la commission supérieure des soins gratuits en appel.

Il confie aux juridictions des pensions les « *affaires pendantes devant les juridictions des soins gratuits* ».

Votre Commission vous propose la suppression de l'article L. 118 et le **transfert des procédures en cours devant les commissions des soins gratuits aux juridictions des pensions.**

Votre commission vous propose d'adopter cet article ainsi amendé.

Article 9

Condition d'âge des officiers généraux pour la nomination en qualité de contrôleur général en mission extraordinaire

Le corps du Contrôle général des armées est un corps qui relève directement du ministre de la défense.

Ses membres, recrutés après une première expérience au sein de la défense, sont soumis aux dispositions du statut général des militaires et à celles du décret du 16 mai 1974 portant statut particulier du corps militaire du Contrôle général des armées.

Peuvent être nommés contrôleurs généraux en mission extraordinaire :

- les officiers généraux ayant rang et appellation de général d'armée ou de corps d'armée, d'armée aérienne ou de corps aérien, d'amiral ou de vice-amiral d'escadre ayant exercé les fonctions suivantes: chef d'état major, major général, commandant d'une grande unité opérationnelle, commandant de région militaire, aérienne ou maritime et les officiers généraux ayant occupé un poste de directeur dans une administration centrale.

- les fonctionnaires ayant occupé en matière de défense ou d'organisation et d'administration des armées, un poste de directeur dans une administration centrale. Cette nomination intervient, pour eux, par voie de détachement.

Les contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la défense. Ils peuvent se voir confier, en dehors des missions prévues à l'article premier du décret du 16 mai 19741, toute autre mission par le ministre de la défense.

Lors de leur nomination, les officiers généraux et les fonctionnaires doivent se trouver, en application de la loi n°76-371 du 27 avril 1976, **à plus de deux ans de la limite d'âge du grade qu'ils détiennent dans leur corps.**

Pour les officiers généraux, la limite d'âge est définie par le statut général des militaires par référence à celle du grade de colonel : 57 ans pour l'armée de terre et la marine, 58 ans pour la gendarmerie, 54 ans pour l'armée de l'air. Dans un contexte général de recul des limites d'âge, celle des officiers généraux a été « optiquement » avancée avec une application à partir du 1er janvier 2007 même si, de facto, elle devrait reculer du fait de l'extinction de la pratique des nominations à titre conditionnel.

En conséquence, les officiers généraux de l'armée de terre ne pourraient plus prétendre à une nomination dans un emploi de contrôleur général des armées après 55 ans. De facto, cette limite d'âge avait pour effet de restreindre aux seuls fonctionnaires civils l'accès à la nomination en qualité de contrôleur général des armées en mission extraordinaire.

C'est pourquoi le projet de loi propose de faire référence, non plus à la limite d'âge du corps mais à **l'âge maximal de maintien en première section**, qui est de 61 ans, ce qui porterait à 59 ans l'âge limite pour une nomination.

La loi du 27 avril 1976 précise que la limite d'âge des contrôleurs généraux, 64 ans, est applicable aux contrôleurs généraux en mission extraordinaire « sans que cette disposition puisse avoir pour effet de permettre aux intéressés de dépasser de plus de deux ans la limite d'âge qui était la leur dans leur corps d'origine ». Pour les officiers généraux, par cohérence, le projet de loi propose de faire référence à l'âge maximal de maintien en première section, ce qui leur permettrait de servir jusqu'à l'âge de 63 ans, ce qui correspond à la situation actuelle puisque sous le régime de l'ancien statut, la limite d'âge des officiers généraux variait de 55 ans (officiers de l'air dans le grade de général de brigade aérienne) à 61 ans, selon les corps et le grade (ou le rang).

Votre commission vous propose d'adopter cet article **sans modification.**

¹ « Le corps militaire du contrôle général des armées est chargé de vérifier, dans tous les organismes soumis à l'autorité du ministre des armées ou à sa tutelle, l'exacte application des textes législatifs et réglementaires et des décisions ministérielles qui en régissent l'organisation et l'administration ».

Article 10

Régime des servitudes des anciens établissements militaires de la Société nationale des poudres et explosifs

Les établissements visés à cet article du projet de loi sont ceux servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions et explosifs.

Ces établissements bénéficient de servitudes en application des articles L 5111-1 et suivants du code de la défense, suite à la codification de la loi du 8 août 1929.

L'article 4 de la loi du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives, qui a délégué à la société nationale des poudres et explosifs le monopole de l'Etat en matière de production, d'importation et de commerce des poudres et substances explosives prévoit qu' « *un décret précisera les conditions dans lesquelles pourront être maintenues les servitudes existant à la date de l'apport, en vertu de la loi du 8 août 1929, autour des établissements apportés à la société* ».

Le maintien de ces servitudes, dénommées polygones d'isolement, a été adopté par les décrets suivants:

- décret n° 70-994 du 23 octobre 1970 (établissements de Vongues, Sorgues, Le Bouchet, Bergerac, Saint-Médard) ;
- décret n° 71-296 du 7 avril 1971 (établissements de Baussenq, Sainte-Hélène) ;
- décret n° 75-435 du 28 mai 1975 (établissement de Pont-de-Buis) ;
- décret n° 77-210 du 24 février 1977 (établissement Angoulême).

L'article L. 515-15 du code de l'environnement (loi du 30 juillet 2003) a, quant à lui, rendu obligatoire l'élaboration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de ces établissements.

Un décret du 7 septembre 2005 définit les modalités d'application de ces plans, qui doivent être adoptés par arrêté conjoint du ministre de la défense et du préfet du département territorialement compétent et les délais de mise en œuvre.

A ce jour, aucun plan n'a encore été signé concernant les établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions et explosifs.

Pour le ministère de la défense, la principale difficulté rencontrée réside dans la compatibilité des plans de prévention des risques technologiques avec les polygones d'isolement.

Cet article propose par conséquent de maintenir les servitudes existantes, définies sur le fondement de la loi de 1970, jusqu'à l'approbation

des plans de prévention des risques technologiques, sans toutefois fixer de date-butoir pour l'approbation de tels plans.

Votre commission vous propose d'adopter cet article **assorti d'un amendement de rectification d'une erreur matérielle.**

Elle vous recommande **l'adoption du projet de loi ainsi amendé.**

EXAMEN EN COMMISSION

La commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées a examiné le présent rapport lors de sa séance du 9 avril 2008.

A l'issue de l'exposé du rapporteur, M. André Rouvière a exprimé son inquiétude quant à la capacité du dispositif à assurer la reconversion des militaires, alors que l'emploi public se raréfie. Il a fait part de son souhait, M. Jean-Louis Carrère s'y associant, de disposer des propositions d'amendement du rapporteur avant la réunion de commission.

M. Robert Bret a exprimé son accord sur la nécessité d'une modernisation du dispositif des emplois réservés, dont l'intitulé même pose effectivement problème. Il s'est néanmoins interrogé sur son application en raison de la réduction du nombre d'emplois publics. Il a indiqué qu'il s'abstiendrait lors du vote sur le projet de loi.

M. Jean-Pierre Fourcade a précisé que sur les 6 millions de fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux, 70 000 départs en retraite étaient prévus en 2009 et que, par conséquent, même si l'on appliquait strictement le principe du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, les administrations devraient recruter quelque 35 000 personnes, flux sur lequel s'imputerait le dispositif des emplois réservés.

M. Jean-Louis Carrère a souligné que les collectivités locales, soumises à de fortes contraintes et à des dépenses croissantes, ne pourraient très certainement accueillir un nombre important de militaires.

M. André Dulait, rapporteur, a précisé que, pour les collectivités locales, le recrutement par la voie des emplois réservés, était une faculté et non une obligation.

M. André Trillard a souhaité des précisions sur le volume actuel des recrutements par la voie des emplois réservés dans la fonction publique territoriale. Soulignant l'importance du nombre des pactes civils de solidarité conclus pour des raisons de convenance personnelle et ne correspondant pas à une communauté de vie, il s'est interrogé sur le maintien de cette mention dans les amendements du rapporteur. Il a enfin noté que, selon certaines estimations, compte tenu des évolutions démographiques, la fonction publique pourrait employer jusqu'à 40 % d'une classe d'âge diplômée à bac + 2. Il importait que ces jeunes puissent exercer d'autres métiers que celui de fonctionnaire.

M. André Dulait, rapporteur, a indiqué que le volume actuel des recrutements par la voie des emplois réservés dans la fonction publique territoriale était anecdotique. Il a rappelé que, pour les PACS, il s'en était tenu aux règles en vigueur dans la fonction publique.

TABLEAU COMPARATIF

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre</p>	<p>Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense</p>	<p>Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense</p>
<p>LIVRE III</p>	<p>Titre 1</p>	<p>Titre 1</p>
<p>Droits et avantages attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de guerre</p>	<p>Dispositions relatives aux emplois réservés</p>	<p>Dispositions relatives aux emplois réservés</p>
<p>TITRE III</p>	<p>Article premier</p>	<p>Article premier</p>
<p>Droits et avantages accessoires</p>	<p>Le chapitre IV du titre III du livre III du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>Le chapitre IV du titre III du livre III du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est remplacé par les dispositions suivantes :</p>
<p>CHAPITRE IV</p>	<p>CHAPITRE IV</p>	<p>CHAPITRE IV</p>
<p>Emplois réservés</p>	<p>Emplois réservés</p>	<p>Emplois réservés</p>
	<p>« Art. L. 393 - Le recrutement par la voie des emplois réservés constitue une obligation nationale à laquelle concourent l'État, les collectivités locales, les établissements publics qui leur sont rattachés et les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.</p>	<p>« Art. L. 393 – Alinéa sans modification.</p>
	<p>« Les catégories de personnes mentionnées à la section 1 ci-dessous, peuvent être recrutées de manière dérogatoire, sans concours, sur des emplois réservés à cet effet dans les corps et cadres d'emplois des fonctions publiques de l'État, territoriale et hospitalière, sous réserve qu'elles remplissent les conditions fixées aux articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du</p>	

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
—	13 juillet 1983 portant titre Ier du statut général des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales.	<i>(Alinéa sans modification)</i>
	« Les bénéficiaires des dispositions des articles L. 394 à L. 396 qui auraient été exclus depuis moins de cinq ans de la fonction publique pour un motif disciplinaire ne peuvent pas prétendre aux emplois réservés.	Les emplois non pourvus à ce titre sont offerts aux autres bénéficiaires.
	« Priorité est donnée au recrutement des personnes mentionnées aux articles L. 394 à L. 396 sur les emplois réservés offerts au titre d'une année. Les emplois non pourvus à ce titre sont offerts aux bénéficiaires mentionnés à l'article L. 397 puis aux autres bénéficiaires.	<i>(Alinéa sans modification)</i>
	« Les emplois non pourvus au titre de l'alinéa précédent sont remis à la disposition des administrations et des collectivités publiques dans les conditions fixées à l'article L. 407. »	<i>(Alinéa sans modification)</i>
SECTION 1	SECTION 1	SECTION 1
Bénéficiaires des emplois réservés	Bénéficiaires des emplois réservés	Bénéficiaires des emplois réservés
PARAGRAPHE 1		
Invalides, veuves et orphelins de guerre		
<i>Art. L. 393</i> - Bénéficiaire, jusqu'au 27 avril 1989, d'un droit de préférence pour l'obtention des emplois réservés de l'Etat, des établissements publics, des départements, des communes, de la ville de Paris, des territoires d'outre-mer :	« <i>Art. L. 394.</i> - Les emplois réservés sont accessibles, sans conditions d'âge, de délai, ni de durée de service :	<i>(Sans modification)</i>
Les officiers et hommes de troupe des armées de terre, de mer et de l'air, invalides de guerre, c'est-à-dire pensionnés définitifs ou temporaires par suite de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion du service au cours des guerres 1914-1918 et 1939-1945 ou au cours des expéditions postérieures	« 1° Aux invalides de guerre titulaires d'une pension militaire d'invalidité en raison de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées dans le cadre du service au cours des guerres ou des expéditions déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente ;	

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente ;</p>	<p>« 2° Aux victimes civiles de la guerre ;</p>	
<p>Les membres de la Résistance, bénéficiaires du titre II du livre II du présent code.</p>	<p>« 3° Aux sapeurs pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service ou à l'occasion du service ;</p>	
<p>Toutefois, pour les militaires visés au titre des expéditions déclarées campagnes de guerre, un délai de dix ans court à partir du jour de leur admission à pension.</p>	<p>« 4° Aux victimes d'un acte de terrorisme ;</p>	
<p>Les demandes des intéressés sont recevables pendant toute la durée du délai prévu à l'alinéa 1er du présent article.</p>	<p>« 5° Aux personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire, dans le cadre de leurs fonctions professionnelles au service de la collectivité ou de leurs fonctions électives au sens du code électoral, ont subi une atteinte à leur intégrité physique, ont contracté ou ont vu s'aggraver une maladie en service, ou à l'occasion du service, et se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle ;</p>	
<p>On postule les emplois réservés sans condition d'âge, ni de durée de service.</p>	<p>« 6° Aux personnes qui, exposant leur vie, à titre habituel ou non, ont contribué à une mission d'assistance à personne en danger et ont subi une atteinte à leur intégrité physique ou ont contracté ou ont vu s'aggraver une maladie lors de cette mission, se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle.</p>	
<p>Les officiers et hommes de troupe peuvent être classés et nommés même s'ils ne possèdent pas leur titre définitif de pension.</p>	<p>« Art. L. 395. - Les emplois réservés sont également accessibles, sans conditions d'âge, ni de délai :</p>	<p>« Art. L. 395. - Les emplois réservés sont accessibles, sans conditions d'âge, ni de délai i:</p>
<p>A défaut de militaires remplissant les conditions indiquées ci-dessus, les emplois sont attribués aux militaires des armées de terre, de mer et de l'air engagés et rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance.</p>	<p>« 1° Aux veufs ou veuves, aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins :</p>	<p>1°) Aux conjoints, aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins :</p>
<p>Art. L. 394 - Peuvent, sans conditions d'âge, obtenir les emplois réservés de l'Etat, des établissements publics, des départements, des communes et des territoires d'outre-mer :</p>	<p>« a) Des personnes énumérées à l'article L. 394 décédées ou disparues</p>	<p>a) d'une personne mentionnée à l'article L. 394 décédée ou disparue</p>
<p>Les veuves de guerre non remariées ;</p>		
<p>Les veuves de guerre remariées ayant un ou plusieurs enfants mineurs ou infirmes à leur charge, issus de leur mariage avec un militaire mort pour la</p>		

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>France ; Les veuves remariées et redevenues veuves ou divorcées à leur profit ;</p>	<p>dans les circonstances imputables aux situations définies à cet article ;</p> <p>« b) Des militaires décédés ou disparus en service ;</p>	<p><i>dans les circonstances imputables aux situations définies à cet article ;</i></p> <p><i>b) d'un militaire dont la pension relève des dispositions de l'article L.124 ;</i></p>
<p>Les conjoints de militaires, policiers, douaniers, décédés en service et les conjoints de personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire et appelées à participer, à titre habituel ou occasionnel, à des missions d'assistance à personne en danger, sont décédées au cours d'une telle mission ;</p>	<p>« 2° Aux conjoints, aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité et aux concubins des militaires dont la pension relève des dispositions de l'article L. 124 ;</p>	<p><i>2°) Aux personnes ayant la charge éducative ou financière de l'enfant mineur d'une personne mentionnée à l'article L. 394 ou dont la pension relève des dispositions de l'article L. 124.</i></p>
<p>Les mères non mariées ayant un ou plusieurs enfants mineurs à leur charge, enfants reconnus d'un militaire mort pour la France ; Les femmes d'aliénés internés depuis plus de quatre ans dont la pension donne lieu à l'application de l'article L. 124 ;</p>	<p>« 3° Aux mères, aux pères ou aux soutiens de famille au sens de l'article L. 466 qui doivent assurer la charge éducative ou financière d'un ou plusieurs enfants mineurs :</p> <p>« a) D'une personne mentionnée à l'article L. 394 ;</p> <p>« b) D'un militaire décédé ou disparu en service ou dont la pension relève des dispositions de l'article L. 124. »</p>	
<p>Les femmes de disparus bénéficiaires de la pension provisoire prévue à l'article L. 66. En ce qui concerne les bénéficiaires des emplois réservés visés au cinquième alinéa du présent article, un délai de dix ans court à dater de l'avis officiel de décès.</p>	<p>« Art. L. 396. - Les emplois réservés sont également accessibles, sans conditions de délai, sous réserve que les intéressés soient, au moment des faits, âgés de moins de vingt-et-un ans :</p>	<p><i>« Art. L. 396. –</i></p> <p><i>(Alinéas sans modification)</i></p>
<p><i>Art. L. 395 - Dans les administrations et établissements de l'Etat, des départements, des communes et des territoires d'outre-mer et dans les établissements privés visés aux articles L. 405 et L. 406 disposant d'emplois tenus par des mineurs, la priorité est réservée, pour le recrutement de ce personnel des deux sexes, aux orphelins de guerre qui réunissent les conditions d'aptitude physique exigées des autres candidats. Cette priorité s'applique</i></p>	<p>« 1° Aux orphelins de guerre et aux pupilles de la Nation ;</p> <p>« 2° Aux enfants des personnes mentionnées à l'article L. 394 dont le décès, la disparition ou l'incapacité de</p>	

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>également, s'ils réunissent les conditions d'aptitude physique exigées des autres candidats, aux orphelins des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires décédés en opération de secours, cités à l'ordre de la Nation.</p>	<p>pourvoir à leurs obligations et à leurs charges de famille est imputable aux situations énumérées au même article ;</p>	<p>« 3° (Alinéa supprimé)</p>
<p>Toutefois, les orphelins de guerre ou orphelins de sapeurs-pompiers candidats à des emplois de bureau, pourvus par voie de concours, sont astreints aux mêmes concours que les autres candidats, les notes qu'ils obtiennent à ce concours sont majorées dans la proportion d'un dixième du maximum des points.</p>	<p>« 3° Aux enfants des militaires décédés ou disparus en service ;</p>	<p>(Alinéa sans modification)</p>
<p>Dans chaque département, l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre procède au classement périodique des demandes et veille à la nomination des orphelins de guerre aux emplois dont la priorité leur est réservée par le présent paragraphe. Les conditions d'application du présent article sont fixées aux articles R. 440 à R. 443.</p>	<p>« 4° Aux enfants des militaires dont la pension relève de l'article L. 124. »</p>	
<p><i>Art. L. 395 bis</i> - L'emploi d'ouvrières des manufactures de l'Etat (services d'exploitation de l'industrie des tabacs et allumettes) est réservé dans la proportion fixée aux tableaux annexés au présent chapitre (3e partie) aux orphelines de guerre réunissant les conditions d'âge et d'aptitude imposées aux candidates provenant du recrutement civil normal, sans préjudice des dispositions transitoires prévues à l'article R. 473.</p>		
<p>Les candidates indiquent dans leur demande le département comportant le siège d'une manufacture où elles désirent être nommées.</p>		
<p>Les candidates dont la demande ne mentionne aucune</p>		

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>indication à cet égard sont inscrites sur la liste de classement, soit au titre du département de leur résidence, s'il est le siège d'une manufacture, soit, dans le cas contraire, au titre du département comportant une manufacture auquel est rattaché le département de résidence par un arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre des anciens combattants et victimes de guerre.</p>		
<p>Les candidates peuvent soit modifier, soit indiquer, lorsque cette précision ne figure pas dans la demande initiale, le département où elles désirent être nommées.</p>		
<p>Si ces demandes parviennent après la publication de la liste générale ou provisoire complémentaire de classement, elles donnent lieu, seulement, à une inscription à la suite des candidates déjà classées pour le département sollicité.</p>		
<p>Elles ne peuvent être accueillies si elles parviennent au ministre des anciens combattants et victimes de guerre après la désignation des candidates.</p>		
<p>Les règles relatives à la constitution des dossiers, aux épreuves à subir, au classement, à la désignation et à la nomination des candidates orphelines de guerre à l'emploi d'ouvrières de manufactures de l'Etat sont fixées par décrets contresignés du ministre de l'économie et des finances et des anciens combattants qui font l'objet des articles D. 315 à D. 327.</p>		
<p><i>Art. L. 396</i> - Les dispositions du présent chapitre sont applicables :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Aux personnels du service de santé, bénéficiaires de l'article L. 140 ;2° Aux personnels des cadres militaires féminins de l'armée de terre, de la marine et de l'air ;3° Aux victimes civiles de la guerre.	<p><i>« Art. L. 397. - Les emplois réservés sont accessibles, sans conditions de durée de service, dans les conditions d'âge et de délai fixées par décret en Conseil d'État, aux anciens militaires autres que ceux mentionnés à l'article L. 394, qui ont dû quitter l'armée du fait de blessures, maladies ou infirmités reconnues imputables au service, à l'exclusion de ceux qui sont</i></p>	<p><i>« Art. L. 397. – Supprimé.</i></p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>Les bénéficiaires masculins du présent article sont considérés comme invalides de guerre pour l'application du présent chapitre. Les bénéficiaires féminins et les enfants sont assimilés respectivement aux bénéficiaires des articles L. 394, L. 395 et L. 395 bis.</p>	<p>devenus fonctionnaires civils. »</p> <p>« Art. L. 398. - Les emplois réservés sont également accessibles, dans les conditions d'âge et de délai fixées par décret en Conseil d'État :</p> <p>« 1° Aux militaires, autres que ceux mentionnés à l'article L. 394, conformément aux dispositions du statut général des militaires ;</p> <p>« 2° Aux anciens militaires, autres que ceux mentionnés à l'article L. 394, à l'exclusion, d'une part, de ceux qui ont fait l'objet d'une radiation des cadres ou d'une résiliation de contrat pour motif disciplinaire au cours des cinq dernières années, et, d'autre part, de ceux qui sont devenus fonctionnaires civils. »</p>	<p>« Art. L. 398. –</p> <p>« 1° Aux militaires, autres que ceux mentionnés à l'article L. 394.</p> <p>« 2° Aux anciens militaires, autres que ceux mentionnés à l'article L. 394, à l'exclusion, d'une part, de ceux qui ont fait l'objet d'une radiation des cadres ou d'une résiliation de contrat pour motif disciplinaire et, d'autre part, de ceux qui sont devenus fonctionnaires civils. »</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
—	<p>« <i>Art. L. 399.</i> - Les emplois réservés sont également accessibles dans les conditions d'âge et de délai fixées par décret en Conseil d'État aux militaires et anciens militaires, servant ou ayant servi à titre étranger conformément aux dispositions du statut général des militaires.</p>	<p>« <i>Art. L. 399.</i> - Les emplois réservés sont également accessibles dans les conditions d'âge et de délai fixées par décret en Conseil d'État aux militaires et anciens militaires, servant ou ayant servi à titre étranger.</p>
PARAGRAPHE 2	<p>« La condition de nationalité fixée aux articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant titre Ier du statut général des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales ne leur est pas opposable. »</p>	<p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>
Militaires		
<p><i>Art. L. 397</i> - Les emplois réservés par application des articles 85 de la loi du 31 mars 1928 et 17 de la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée sont attribués aux militaires engagés, rengagés ou commissionnés de l'armée de terre, de mer ou de l'air ou appartenant au corps de maistrance, dans les conditions fixées aux articles R. 396 à R. 469.</p>		
<p>Ces dispositions ne sont applicables qu'aux militaires et marins français ou naturalisés français dans les conditions prévues à l'article R. 400.</p>		
<p><i>Art. L. 398</i> - Les militaires et marins autres que ceux visés à l'article L. 393, réformés ou retraités par suite des blessures ou d'infirmités contractées au service, concourent avec les engagés, rengagés et commissionnés pour l'obtention des emplois réservés, quel que soit le temps passé par eux au service, s'ils remplissent les conditions d'âge, de grade et d'aptitude fixés pour l'emploi qu'ils sollicitent.</p>		
<p><i>Art. L. 399</i> - Les militaires et marins qui remplissent les conditions</p>		

Textes en vigueur

pour obtenir les emplois réservés et qui ont quitté le service sans les avoir sollicités peuvent, néanmoins, dans les trois ans qui suivent leur libération, réclamer le bénéfice de la présente section sous réserve des dispositions transitoires fixées à l'article L. 473.

Ceux d'entre eux atteints d'une maladie à évolution lente contractée en service qui n'auraient pas sollicité un emploi réservé dans le délai précité pourront le faire pendant un nouveau délai de trois ans à compter de leur guérison définitive.

Art. L. 400 - Par dérogation à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1963, relative à l'attribution du pécule et dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi du 19 août 1950, les anciens militaires des armées de terre, de mer et de l'air, libérés entre le 1er septembre 1939 et le 29 octobre 1946, peuvent postuler dans les conditions réglementaires un emploi réservé.

Leur nomination à un emploi réservé entraîne pour eux l'obligation de réserver immédiatement le pécule qui leur a été attribué.

Art. L. 401 - A partir du 27 avril 1989, le nombre des emplois énumérés aux articles L. 402 et L. 405 réservés aux bénéficiaires des articles L. 397 et L. 400 s'augmentera progressivement de celui des emplois qui cesseront d'être attribués aux invalides de guerre.

Après l'expiration du même délai, les emplois communaux, dont l'attribution par préférence aux invalides de guerre est prévue par l'article L. 404 sont attribués, concurremment et dans les mêmes conditions, aux militaires et marins visés par l'article L. 397.

Les emplois visés par les articles L. 394 et L. 395 seront attribués après le 27 avril 1956, concurremment et dans les mêmes conditions, aux veuves et aux orphelins des militaires ou

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>marins de tous grades morts par suite de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion du service.</p> <p><i>Art. L. 401 bis</i> - Les membres des forces supplétives françaises ayant participé à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 et possédant la nationalité française peuvent accéder aux emplois réservés prévus par le présent code.</p> <p>Ils sont assimilés à des militaires.</p> <p>Un décret fixe les conditions dans lesquelles il peut être dérogé, en ce qui les concerne, aux dispositions prises en application des articles L. 397, L. 399, L. 407 et L. 408 du présent code.</p>		
<p>SECTION 2</p>	<p>SECTION 2</p>	<p>SECTION 2</p>
<p>Classement et nomination</p>	<p>Procédure d'accès aux emplois réservés</p>	<p>Procédure d'accès aux emplois réservés</p>
<p>PARAGRAPHE 1</p>		
<p>Enumération des emplois réservés</p>		
<p><i>Art. L. 402</i> - La nomenclature et la proportion des emplois réservés de l'Etat, des établissements publics, des départements, de la ville de Paris et des territoires d'outre-mer, sont fixées par les tableaux établis par décrets contresignés par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, le ministre de l'économie et des finances et le ministre chargé de la fonction publique.</p> <p>Ces tableaux figurent en annexe au présent chapitre (troisième partie).</p> <p>Au moment de la création de tout emploi de début, le ministre ou l'administration dont relève l'emploi doit chercher avec le ministre des anciens combattants et victimes de guerre la possibilité de la réserver en partie ou en totalité aux bénéficiaires de la présente</p>	<p>« <i>Art. L. 400.</i> - Les corps de la fonction publique d'État et de la fonction publique hospitalière, classés en catégories B et C ou de niveau équivalent, sont accessibles par la voie des emplois réservés, sauf exceptions tirées de la nature des emplois auxquels le corps donne accès ou du faible nombre des postes mis au recrutement dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État.</p> <p>« Dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de catégories B et C, ou de niveau équivalent, les bénéficiaires mentionnés à la section 1 ci-dessus peuvent être recrutés par l'autorité territoriale conformément au a de l'article 38 de la</p>	<p>« <i>Art. L. 400.</i> - (alinéa sans modification)</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>section. Après accord, l'emploi est, le cas échéant, ajouté à ceux des tableaux susvisés.</p>	<p>loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. »</p>	
<p>Avant la suppression ou la transformation de tout emploi figurant dans la nomenclature, le ministre ou l'administration dont relève l'emploi en avise le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.</p>		
<p><i>Art. L. 403</i> - Des listes des emplois réservés donnant, à titre d'indication, pour chaque emploi, les invalidités compatibles, les traitements et avantage divers et la nature du service à fournir, sont distribuées dans les mairies, les brigades de gendarmerie et au siège des associations des anciens combattants, d'invalides, de veuves de guerre qui en feront la demande, à l'office national et aux offices départementaux des anciens combattants et victimes de guerre.</p>	<p>« <i>Art. L. 401.</i> - Les postes mis au recrutement par la voie des emplois réservés sont déterminés, d'une part, par l'application d'un pourcentage au nombre de postes déclarés vacants pour chaque concours ouvert dans les catégories mentionnées au premier alinéa de l'article L. 400 par les autorités administratives compétentes et, d'autre part, à l'occasion de la déclaration des postes vacants par les autorités territoriales auprès du centre de gestion compétent.</p>	<p>« <i>Art. L. 401.</i> - Les postes mis au recrutement par la voie des emplois réservés sont déterminés, d'une part, par l'application d'un pourcentage au nombre de postes déclarés vacants pour chaque <i>recrutement</i> ouvert dans...</p>
<p>L'office national des anciens combattants et victimes de guerre doit éditer chaque année un supplément à ces listes, relatant toutes les modifications apportées au présent chapitre.</p>	<p>« Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent article.</p>	<p>...centre de gestion compétent.</p>
<p><i>Art. L. 404</i> - Pendant le délai indiqué à l'article L. 393, les invalides de guerre visés audit article bénéficient d'un droit de préférence pour l'obtention, dans les conditions indiquées aux articles L. 417 à L. 424, des emplois réservés des communes de plus de 5 000 habitants, autres que la ville de Paris, en France et dans les territoires d'outre-mer. Ne sont pas compris dans la nomenclature des emplois de cette catégorie : l'emploi de secrétaire de mairie, les emplois de bureau relevant directement du secrétariat de la mairie, les emplois de police, les emplois de voirie municipale et vicinale.</p>	<p>« <i>Art. L. 402.</i> - L'inscription du candidat sur les listes d'aptitude est subordonnée à la réussite à un examen par lequel est appréciée son aptitude professionnelle et dont les modalités et les conditions d'organisation sont définies par décret en Conseil d'État.</p>	<p>(Alinéa sans modification)</p> <p>(Sans modification)</p>
<p>Tous les emplois de début des communes, autres que ceux énumérés ci-dessus et généralement tous ceux qui sont accessibles aux candidats n'ayant pas à faire preuve de connaissances professionnelles spéciales obligatoirement acquises dans l'exercice</p>	<p>« Lors de son inscription à l'examen pour l'accès au corps ou cadre d'emplois considéré, le candidat sollicite son classement ou son inscription sur des listes d'aptitude dans les régions administratives ou les circonscriptions de recrutement déconcentrées où il</p>	

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>d'un autre emploi communal, sont réservés dans la proportion de moitié aux invalides de guerre visés à l'article L. 393.</p>	<p>souhaite être nommé. Il peut également demander à être inscrit sur une liste d'aptitude nationale.</p>	
<p>On postule ces emplois sans condition d'âge.</p>	<p>« Il peut être dérogé à la condition de diplôme fixée par le statut particulier pour l'accès au concours externe au corps ou cadre d'emplois considéré.</p>	
<p>Les bénéficiaires de l'article L. 394 exercent seulement dans le département où elles sont domiciliées leur droit de préférence aux emplois féminins des communes. Leurs demandes sont reçues et instruites et le classement et les nominations effectués dans les conditions prescrites pour les invalides de guerre, sauf en ce qui concerne l'aptitude physique. L'ordre de priorité est déterminé selon les règles prévues à l'article L. 413.</p>	<p>« Les conditions d'aptitude physique des candidats aux emplois réservés sont définies par décret en Conseil d'État. »</p>	
<p><i>Art. L. 405</i> - Aucune entreprise industrielle ou commerciale ne peut obtenir une concession, un monopole ou une subvention de l'Etat, du département, de la commune et des territoires d'outre-mer, qu'à la condition de réserver aux invalides de guerre et aux militaires engagés, rengagés, commissionnés, un certain nombre d'emplois à déterminer au cahier des charges dont la proportion par rapport à l'effectif total du personnel de l'entreprise ne doit pas être inférieure à la proportion fixée en vertu des dispositions de l'article 3 de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre à l'égard des établissements industriels ou commerciaux.</p>	<p>« <i>Art. L. 403.</i> - Pour la fonction publique de l'État et la fonction publique hospitalière, l'autorité administrative compétente désigne par corps les candidats inscrits sur les listes d'aptitude dans l'ordre de classement.</p>	<p><i>(Sans modification)</i></p>
<p>Les cahiers des charges énumèrent à titre d'indication les blessures ou les catégories de blessures ou d'infirmités compatibles avec les emplois, ainsi que les conditions d'aptitude physique et professionnelle à ces emplois.</p>	<p>« En cas d'insuffisance de candidats inscrits sur les listes d'aptitude régionales ou par circonscription, l'autorité administrative compétente désigne les candidats inscrits sur la liste nationale, dans l'ordre de classement.</p>	
<p>Aux entreprises déjà bénéficiaires d'une concession, d'un monopole ou d'une subvention, les dispositions qui précèdent sont appliquées à l'occasion des avenants qui interviennent à leurs cahiers des</p>		

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>charges.</p> <p><i>Art. L. 406</i> - Les entreprises ou établissements nationalisés, qui ne sont pas assujettis aux dispositions de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sont tenus de réserver aux bénéficiaires de la section I des emplois de début dans les proportions qui, en ce qui concerne les victimes de guerre, ne peuvent être inférieures à celles qui sont fixées à l'article L. 405.</p> <p>La nomenclature, les proportions réservées et les conditions d'accès relatives aux différents emplois visés au précédent alinéa sont fixées par décret pris sur la proposition des ministres désignés à l'article L. 402 et du ministre du travail et de la sécurité sociale.</p>	<p>« <i>Art. L. 404.</i> - Pour la fonction publique territoriale, l'autorité administrative compétente de l'État transmet des listes alphabétiques de candidats inscrits sur les listes d'aptitude aux emplois réservés aux centres de gestion des personnels.</p> <p>« Lors des recrutements, l'autorité territoriale examine ces listes préalablement à la nomination d'un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie à l'issue des concours, conformément aux dispositions de l'article 41 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. L'inscription sur les listes de candidats a, pour l'autorité territoriale et les candidats, les mêmes effets que l'inscription sur une liste d'aptitude à un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale. »</p>	<p>(<i>Sans modification</i>)</p>
<p>PARAGRAPHE 2</p> <p>Classement des candidats</p> <p><i>Art. L. 407</i> - Les conditions d'aptitude physique et professionnelle aux divers emplois réservés sont fixées aux articles R. 405 à R. 423 et aux tableaux annexés au présent chapitre (3^o partie) qui groupent en catégories les emplois nécessitant des aptitudes analogues et énumèrent à titre d'indication les catégories de blessures ou d'infirmités compatibles avec les emplois.</p> <p>La composition des commissions chargées d'examiner les épreuves physiques et professionnelles est fixée aux articles R. 405, R. 407, R. 416 à R. 420. Au sein de chaque commission siège un membre invalide de guerre désigné par l'office</p>	<p>« <i>Art. L. 405.</i> - Le candidat inscrit sur liste d'aptitude est nommé :</p> <p>« 1^o Dans la fonction publique de l'État, en qualité de stagiaire ou d'élève stagiaire dans le corps concerné, selon les modalités fixées par le statut particulier du corps d'accueil ;</p>	<p>(<i>Sans modification</i>)</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>départemental des anciens combattants et victimes de guerre.</p>	<p>« 2° Dans la fonction publique hospitalière, en qualité de stagiaire dans le corps concerné, par le directeur de l'établissement qui est tenu de procéder à son recrutement à la demande de l'autorité administrative compétente de l'État ;</p>	<p>« Art. L. 406 - Le militaire suit ce stage en position de détachement dans les conditions prévues à l'article L 4138-8 du code de la défense. Le militaire sous contrat...</p>
<p>Les diplômes exigibles ainsi que ceux susceptibles de dispenser de tout ou partie des épreuves que les candidats doivent subir pour l'accession à certains emplois sont énumérés aux tableaux annexés à la troisième partie.</p>	<p>« 3° Dans la fonction publique territoriale, en qualité de stagiaire, selon les modalités fixées par le statut particulier du cadre d'emplois considéré.</p>	<p>(Sans modification)</p>
<p>La dispense des titres ou diplômes exigés est admise chaque fois que le ministre intéressé, consulté, a conclu à l'équivalence avec ceux-ci d'autres titres ou diplômes présentés par les candidats.</p>	<p>« Le candidat est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné. Son refus entraîne sa radiation de toutes les listes où il figure. Il a alors épuisé ses droits aux emplois réservés. »</p>	
<p>En tout état de cause, les conditions d'aptitude physique et professionnelle, aussi bien que les conditions de diplômes exigées des candidats à un emploi réservé au titre de la section I ne peuvent être plus sévères que celles demandées, aux candidats postulant le même emploi par la voie normale.</p>	<p>« Art. L. 406. - Le militaire suit ce stage en position de détachement dans les conditions prévues au statut général des militaires. Le militaire sous contrat bénéficie d'une prorogation de droit de son contrat jusqu'à la fin du stage ou de la scolarité obligatoire et de leur renouvellement éventuel. »</p>	
<p>Art. L. 408 - Les candidats visés aux articles L. 397 à L. 400 doivent obtenir un certificat d'aptitude professionnelle correspondant à l'emploi sollicité.</p>	<p>« Art. L. 407. - Lorsque au poste à pourvoir ne correspond aucun candidat inscrit sur liste d'aptitude, l'autorité administrative compétente de l'État le remet à la disposition de l'administration ou de l'établissement public hospitalier qui a déclaré le poste vacant. Ceux-ci ne peuvent le pourvoir qu'en satisfaisant aux priorités suivantes :</p>	
<p>Nul ne peut obtenir ce certificat si le premier jour du mois dans lequel l'autorité militaire est appelée à le délivrer il a atteint l'âge de quarante ans.</p>	<p>« 1° Recrutement d'un travailleur handicapé ;</p>	
<p>Art. L. 409 - Les bénéficiaires de la section I peuvent poser leur candidature soit à un ou plusieurs emplois déterminés, soit à tous les emplois d'une même catégorie ou des catégories différentes en indiquant leur ordre de préférence.</p>	<p>« 2° Intégration d'un</p>	
<p>Pour chaque emploi postulé, il est donné à chaque candidat un numéro de classement.</p>		
<p>Les candidats indiquent, dans leur demande, le ou les départements (dans la limite de deux) où ils désirent être nommés.</p>		

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>Ceux dont la demande ne mentionne aucune indication à cet égard sont inscrits sur la liste de classement au titre du département de leur résidence.</p>	<p>fonctionnaire ou d'un agent régi par le 5° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État lorsqu'il fait partie des personnels en voie de reconversion professionnelle dont la liste est définie par décret. »</p>	
<p>Toutefois, tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une désignation en vue d'une nomination à un emploi, les candidats peuvent, soit modifier, soit indiquer, lorsque cette précision ne figure pas dans la demande initiale le ou les départements où ils désirent être nommés. Si ces demandes parviennent après la publication de la liste générale ou provisoire complémentaire de classement, les candidats sont inscrits à la suite des candidats déjà classés pour le ou les départements sollicités.</p>		
<p>En ce qui concerne les candidats déjà inscrits sur une liste de classement, ces demandes devront être produites dans le délai de deux mois suivant la publication de la présente loi.</p>		
<p>Ceux qui occupent, à titre d'auxiliaires, l'emploi réservé qu'ils postulent, peuvent préciser dans leur demande qu'ils désirent être nommés dans l'établissement où ils sont employés.</p>		
<p>Les candidats nommés à des emplois d'auxiliaires permanents ou temporaires comportant un cadre de titulaires sont titularisés dans leur emploi un an après la date de leur entrée en fonctions, s'ils ont satisfait au cours de l'année aux conditions d'aptitude professionnelle exigées.</p>		
<p>Tout candidat à un emploi réservé, occupant un poste d'auxiliaire à temps complet, s'il a postulé pour un emploi de même nature, doit se voir délivrer le certificat d'aptitude physique pour ledit emploi.</p>		
<p><i>Art. L. 410</i> - Les dossiers des militaires et marins en activité de service sont transmis dans les conditions</p>	<p>« <i>Art. L. 408</i>. - Les bénéficiaires des articles L. 397 à L. 399 peuvent, après un an de service effectif dans le corps</p>	<p>« <i>Art. L. 408</i>. - Les bénéficiaires des articles L. 398 et L. 399...</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>fixées à l'article R. 402.</p> <p>Est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pour l'armée de terre, le consentement du conseil de régiment du corps où sert le candidat.- Pour l'armée de l'air, le consentement du conseil de formation où sert le candidat. - Pour l'armée de mer, le consentement du conseil d'administration de l'unité de la marine dont relève le candidat ou du conseil d'avancement du service auquel il est affecté. <p>Ce consentement doit être, le cas échéant, renouvelé en même temps que la demande. Toutefois, le droit de recours hiérarchique au ministre contre toute décision portant refus du consentement est ouvert à l'intéressé.</p> <p><i>Art. L. 412</i> - La priorité, en ce qui concerne le classement des candidats visés à l'article L. 393 pensionnés pour blessures ou maladies, est accordée :</p> <ul style="list-style-type: none">1° A la qualité d'ancien combattant telle qu'elle est définie aux articles R. 224 à R. 228 ;2° Au degré d'invalidité ; pour tenir compte des charges de famille le degré d'invalidité est, s'il y a lieu, augmenté de cinq points pour chaque enfant mineur ou infirme à charge ;3° A l'ancienneté de la demande. <p><i>Art. L. 413</i> - Le droit de priorité entre les candidates est déterminé successivement par le nombre d'enfants mineurs ou infirmes à leur charge issus de leur mariage avec un militaire mort pour la France, par l'âge des postulantes, la plus âgée ayant la préférence, et par l'ancienneté de leur demande.</p> <p><i>Art. L. 414</i> - Les candidats appartenant aux catégories visées aux articles L. 397 à L. 400 sont classés en tenant compte de la durée de leurs services effectifs, sans toutefois que ceux-ci puissent être comptés pour plus</p>	<p>ou cadre d'emplois dans lequel ils sont titularisés, être autorisés à se présenter aux concours internes prévus par les statuts des trois fonctions publiques, sans que les conditions statutaires d'ancienneté de service et d'âge leur soient opposables. »</p>	

Textes en vigueur

de quinze ans de leur ancienneté de grade de sous-officier ou d'officier marinier, de caporal, de brigadier ou de quartier-maître, des enfants à leur charge, des notes obtenues aux examens, des campagnes, des décorations, des citations.

Les mêmes règles sont applicables aux militaires et marins visés à l'article L. 398, sous réserve que leur ancienneté de services et leur ancienneté de grade n'interviennent dans leur classement que si elles sont égales ou supérieures à celles de leurs concurrents de l'alinéa précédent.

Dans le cas contraire, ces anciennetés sont déterminées en prenant le nombre de points obtenus à l'examen par le candidat non réformé qui arrive en tête de liste, en rapprochant ce nombre de celui des points d'ancienneté de services et de grade auquel il a droit, et en attribuant au candidat réformé une ancienneté fictive de services et de grade proportionnelle au nombre de points qu'il a obtenus à l'examen.

Art. L. 417 - Une liste de classement par catégorie est arrêtée, au moins une fois par an, par le ministre des anciens combattants.

Dans chaque catégorie, les candidats sont classés par emploi et par département.

Lorsqu'il y a lieu d'établir une nouvelle liste de classement, le reliquat de la liste précédente est reporté, en respectant l'ordre de classement, en tête de la nouvelle liste.

PARAGRAPHE 3

Procédure de nomination aux emplois réservés énumérés aux articles L. 402, L. 405 et L. 406

Art. L. 418 - Lorsqu'il y a lieu de nommer à un emploi réservé, le ministre ou l'administration dont relève l'emploi à pourvoir avise le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Ce

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

dernier notifie aux administrations qui ont signalé des vacances d'emplois les noms des candidats classés appelés à combler ces vacances.

Ces désignations sont opérées suivant le rang de classement en commençant par les emplois appartenant à la catégorie la plus élevée. Il n'est fait appel aux candidats figurant sur la liste provisoire qu'en cas d'épuisement de la liste générale annuelle.

Les candidats sont informés de la notification prévue au premier alinéa et de la date à laquelle elle a été faite.

Les candidats désignés pour une nomination sont rayés de la liste de classement pour tous les autres emplois postulés.

Ils doivent obligatoirement être nommés aux emplois pour lesquels ils ont été désignés dans les deux mois suivant la notification de leur désignation à l'administration intéressée.

Pour les vacances revenant exclusivement aux candidats bénéficiaires du paragraphe 2 de la première section, il est fait appel aux seuls candidats de cette catégorie.

Art. L. 419 - Le contrôle des déclarations de vacances des emplois réservés est opéré par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

La commission de contrôle des déclarations de vacances des emplois réservés, dont la composition est fixée à l'article R. 450, peut demander tous renseignements utiles aux différentes administrations tenues à réserver des emplois.

La réponse à ces demandes de renseignements doit parvenir au président de ladite commission dans le délai d'un mois.

Les administrations doivent fournir tous les renseignements demandés et donner aux représentants du ministre des anciens combattants

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

toutes facilités pour leur permettre d'accomplir leur mission sans difficulté.

Ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne se seront pas conformés aux prescriptions ci-dessus, sont signalés par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre au ministre intéressé. Celui-ci doit, après enquête, les traduire devant le conseil de discipline prévu par les statuts applicables au cadre dont ils font partie ou devant les conseil ou comité en tenant lieu et aviser le ministre des anciens combattants des sanctions appliquées. Les peines encourues sont celles qui résultent de ces statuts et notamment, en cas de récidive grave, la révocation.

Art. L. 420 - Les nominations aux emplois réservés ne peuvent avoir effet avant l'expiration du contrat qui lie le candidat au service.

Le militaire commissionné est rayé des contrôles à dater du jour fixé par l'autorité militaire, d'accord avec l'administration compétente, pour son installation dans l'emploi.

A l'exception des sous-officiers, tout militaire non commissionné régulièrement candidat ou classé pour un emploi réservé à l'expiration de ses quinze années de services, peut recevoir, par extension des dispositions du présent chapitre, une commission spéciale, non renouvelable, lui donnant droit de servir, en surnombre au titre du service général, pendant trois ans à dater de l'échéance de son contrat de rengagement.

Art. L. 421 - Au cas où aucun candidat ne serait classé pour l'emploi à pourvoir ou que les candidats classés auraient, conformément aux dispositions de l'article L. 409, marqué leur préférence pour un département ou un poste autre que celui où s'ouvre la vacance, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre en donne avis, d'une part, à l'office national

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

des anciens combattants et victimes de guerre, et d'autre part, au ministre ou à l'administration dont relève l'emploi qui peut, dès lors, pourvoir à la nomination, mais seulement à titre temporaire, pendant une période d'un an à partir de la réception de cet avis et à titre définitif à l'expiration de cette période.

PARAGRAPHE 4

Procédure de nomination aux emplois réservés des communes

Art. L. 422 - Lorsqu'une vacance est prévue parmi les emplois d'une commune, le maire en donne avis au préfet du département dans le délai de cinq jours.

Le préfet informe aussi l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre, les associations de mutilés ayant leur siège dans le département et le maire de chaque commune du département ; ceux-ci font publier et afficher l'avis du préfet au jour qui leur est indiqué par le préfet. Cet avis fait connaître les traitements et avantages divers et la nature du service à fournir. Il fait également connaître que, dans le délai de trente jours à partir de cette publication et de cet affichage, les invalides de guerre domiciliés dans le département, classés ou non classés pour un emploi réservé peuvent déclarer leur candidature à l'emploi vacant.

Art. L. 423 - Les candidats adressent leur demande, avec les pièces justificatives au préfet du département.

Le préfet désigne deux médecins civils qui examinent sous le rapport de l'aptitude physique à l'emploi qu'ils postulent, les candidats convoqués devant eux par les soins du préfet et à la date qu'il fixe ils délivrent, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique.

Le programme des examens d'aptitude professionnelle est fixé, pour chaque emploi réservé des communes, par arrêté préfectoral ; les candidats

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

pourvus du certificat d'aptitude physique sont convoqués par le préfet devant une commission nommée par lui qui les examine, sous le rapport de l'aptitude professionnelle et leur délivre, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude. Cette commission est composée d'un délégué du préfet, président, d'un fonctionnaire de la préfecture, d'un professeur de l'Université, d'un représentant de l'office départemental et du maire de la commune dans laquelle se trouve l'emploi à pourvoir, ou de son délégué.

Les candidats déjà pourvus du certificat d'aptitude professionnelle pour un emploi réservé à l'Etat, des départements et des communes sont dispensés des examens d'aptitude physique et professionnelle prévus au présent article, quand l'emploi pour lequel ils ont obtenu le certificat d'aptitude professionnelle est de même nature que l'emploi communal réservé qu'ils postulent.

Art. L. 424 - Le classement des candidats à un emploi réservé des communes est effectué par une commission nommée par le préfet, composée d'un délégué du préfet, président, d'un fonctionnaire de la préfecture, d'un professeur de l'université, d'un ingénieur des ponts et chaussées ou d'un ingénieur vicinal, d'un représentant de l'office départemental désigné par cet office et d'un ancien militaire invalide de guerre. La priorité, en ce qui concerne le classement, est établie comme il a été indiqué à l'article L. 412. A conditions égales, les invalides de guerre domiciliés dans la commune bénéficient d'un droit de préférence.

La liste de classement est ensuite notifiée au maire de la commune où se trouve l'emploi vacant ; dans le délai de huit jours à partir de cette notification, il est procédé à la nomination dans les conditions prescrites par la loi du 5 avril 1884.

Le préfet fixe la date des

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

diverses formalités ci-dessus prescrites de manière que la nomination puisse avoir lieu dans le délai maximum de trois mois à partir de la notification de la vacance faite au préfet par le maire de la commune où a lieu la vacance.

Dans le cas où dans le délai prescrit au présent article pour la déclaration des candidatures, aucun invalide de guerre domicilié dans le département n'a adressé au préfet sa demande, ainsi que dans le cas où aucun classement n'a pu être opéré, le préfet en donne avis au maire de la commune intéressée, et il peut être dès lors procédé à la nomination à l'emploi vacant, comme s'il n'était pas réservé.

Les titulaires d'emplois réservés des communes dont l'emploi vient à être supprimé doivent être nommés à un autre emploi de la commune ; en cas d'impossibilité, ils conservent le droit de postuler d'autres emplois de l'Etat, des départements ou des communes.

S'ils postulent un emploi communal de même genre et de même catégorie que l'emploi supprimé, ils sont nommés à cet emploi avant tous les autres candidats.

PARAGRAPHE 5

**Règles d'attribution des recettes
buralistes de 2^{ème} classe**

Art. L. 425 - L'attribution des recettes buralistes de 2e classe est soumise à des règles différentes, suivant que leur revenu est inférieur ou non à une somme fixée par décret pris sur le rapport du ministre des anciens combattants et des victimes de guerre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé de la réforme administrative.

En cas de vacance d'une recette buraliste dont le revenu annuel n'excède pas la somme fixée à l'article D. 328, les invalides de guerre domiciliés dans la commune bénéficient d'un droit spécial de préférence pour la nomination à cette

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

recette, qu'ils soient ou non inscrits sur une liste de classement pour les emplois réservés.

Le ministre de l'économie et des finances fait connaître sans délai la vacance au préfet du département où est établie la recette buraliste vacante. Le préfet fait publier l'avis dans la commune par les soins du maire. Les invalides de guerre domiciliés dans la commune, qu'ils soient ou non classés pour un emploi réservé, peuvent, dans le délai de trente jours, à partir de cette publication, faire connaître à l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre, en justifiant de leur qualité, qu'ils sont candidats à l'emploi vacant ; ils concourent entre eux d'après l'ordre de priorité fixé à l'article L. 395 Dans le délai des trente jours suivants, l'office départemental statue, après enquête sur l'aptitude physique et professionnelle des candidats et arrête l'ordre de classement des candidats. Le préfet donne avis de la décision à chaque candidat individuellement et indique au ministre de l'économie et des finances le candidat qui figure en tête du classement. Il est procédé à sa nomination sans autre formalité..

Si, dans les délais fixés ci-dessus, l'office départemental n'a pu classer aucun candidat à la recette buraliste vacante, le préfet en informe le ministre de l'économie et des finances qui peut procéder à une nomination à titre temporaire. Cette nomination ne devient définitive que si, dans le délai de six mois, à partir de sa publication, au Journal officiel, aucun candidat, invalide de guerre, réunissant les conditions prévues à l'article L. 393, n'a posé sa candidature à ce poste auprès de l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre. L'office départemental instruit les candidatures qui peuvent ainsi survenir, et la désignation d'un candidat à nommer est faite, le cas échéant, dans les conditions indiquées ci-dessus.

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

Art. L. 426 - En ce qui concerne les autres emplois de receveurs buralistes de 2e classe, le classement des candidats est fait suivant les dispositions de la présente section mais avec la faculté pour les intéressés d'indiquer dans leur demande d'emploi la ou les recettes qu'ils désireraient obtenir de préférence.

Art. L. 427 - Lorsqu'une vacance vient à se produire, la recette est attribuée au candidat classé qui l'a spécialement postulée. Au cas où plusieurs candidats sont classés pour une même recette, celui qui est le mieux placé sur la liste est nommé. Ceux qui n'arrivent pas en rang utile peuvent à ce moment, porter leur choix sur d'autres recettes. Tout candidat qui n'accepte pas un poste qui lui revient est rayé de la liste de classement.

Lorsque aucun candidat classé n'a postulé spécialement la recette qui devient vacante, cette dernière est attribuée au premier des candidats inscrits sur la liste qui ont exprimé le désir d'être nommés dans le département où elle est située ou, à défaut, à l'un des candidats qui n'ont pas manifesté de préférence. Tout candidat nommé dans ces conditions qui refuse le poste auquel il est appelé perd le bénéfice de son classement.

Si la recette buraliste vacante ne peut être attribuée dans les conditions qui précèdent, le ministre de l'économie et des finances en informe sans délai le préfet. Ce dernier donne immédiatement avis de la vacance à l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre, aux associations de mutilés qui ont leur siège dans le département et aux maires des communes du département ; ceux-ci doivent publier et afficher l'avis du préfet au jour qui leur est indiqué par le préfet.

Dans un délai d'un mois à partir de cette publication et de cet affichage, les invalides de guerre

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

domiciliés dans le département, classés pour un emploi quelconque de 3e catégorie, peuvent poser leur candidature à la recette ruraliste vacante. A cet effet, ils adressent leur demande avec les pièces justificatives à l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre qui, dans le délai de quinze jours au plus à partir de l'expiration du délai ci-dessus, procède au classement d'après l'ordre indiqué à l'article L. 396. Ce classement est aussitôt porté à la connaissance de chaque candidat par les soins du préfet. Le candidat classé avec le numéro 1 est immédiatement désigné par le préfet du département au ministre de l'économie et des finances et il est procédé, sans autre délai, à sa nomination.

Si, dans les délais fixés au présent article, l'office départemental n'a eu à classer aucun candidat à la recette ruraliste vacante, le préfet en informe le ministre de l'économie et des finances qui peut procéder à la nomination à titre temporaire. Cette nomination ne devient définitive que si, dans les six mois à partir de la date de sa publication au Journal officiel, aucun candidat n'est inscrit sur la liste de classement comme postulant spécialement la recette vacante ou si, dans le même délai, aucun candidat invalide de guerre classé pour un emploi de 3e catégorie et habitant le département n'a posé sa candidature à ce poste auprès de l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre. L'office départemental instruit les candidatures qui peuvent ainsi survenir et la désignation du candidat à nommer est faite, le cas échéant, dans les conditions ci-dessus.

PARAGRAPHE 6

Publication des nominations - recours

Art. L. 428 - Les nominations aux emplois réservés sont insérées au Journal officiel. Lorsqu'une nomination est faite à défaut de candidat militaire classé ou d'invalide classé, la mention "à

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

défaut de candidat militaire classé" ou "à défaut d'invalidé classé" est publiée à la suite de la nomination.

Les candidats à un emploi réservé peuvent former devant le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, dans le délai d'un mois à dater de la notification, leur recours contre la décision portant refus des certificats d'aptitude physique ou professionnelle. Il doit être statué sur ces recours dans un délai d'un mois.

Les candidats à un emploi réservé peuvent également former un recours devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux contre les décisions du ministre des anciens combattants et victimes de guerre relatives aux certificats d'aptitude physique ou professionnelle et contre les décisions des autorités compétentes concernant le classement ou la nomination. Ces recours doivent être formés dans le mois qui suit la notification de la décision ou, s'il s'agit d'une nomination irrégulière, dans le mois de la publication au Journal officiel de ladite nomination.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre peut, dans l'intérêt de la loi, se pourvoir devant le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, pour obtenir l'annulation de toute nomination qui lui paraît porter atteinte aux droits des candidats classés et que l'autorité dont elle émane se serait refusée à rapporter.

Les recours sont examinés au Conseil d'Etat suivant les formes adoptées pour les affaires contentieuses ; ils sont jugés sans frais, dispensés du timbre et du ministère des avocats au Conseil d'Etat. Ils sont jugés dans le délai de trois mois à partir de l'arrivée des pièces au secrétariat du Conseil d'Etat.

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

PARAGRAPHE 7

Dispositions concernant les candidats désignés ou les titulaires d'emplois réservés

Art. L. 429 - Le premier paiement pour les traitements afférents aux emplois prévus aux tableaux annexés au présent chapitre, quelle que soit l'origine des titulaires, ne peut avoir lieu sans que le mandat fasse mention du numéro du Journal officiel dans lequel la nomination a été publiée.

Art. L. 430 - Les candidats désignés pour un emploi réservé, dont la suppression a été opérée avant leur nomination, peuvent postuler d'autres emplois réservés. Ils sont dispensés de toutes les épreuves générales qu'ils ont dû subir pour être classés. Mais ils sont astreints aux épreuves d'aptitude physique, ainsi qu'à toutes les épreuves spéciales de technicité exigées des candidats au nouvel emploi qu'ils sollicitent.

Les invalides qui se prévalent des dispositions de l'alinéa précédent sont classés pour le nouvel emploi postulé avant tous les autres candidats à cet emploi immédiatement après les bénéficiaires de l'article L. 428.

Art. L. 431 - Les titulaires d'un emploi réservé où un stage probatoire est imposé à tous les candidats par les règlements de l'Administration intéressée qui, à l'expiration de ce stage, ont été reconnus inaptes à cet emploi peuvent, en passant un nouvel examen professionnel, obtenir un autre emploi. En ce cas, ils doivent être maintenus dans leurs fonctions jusqu'à leur nomination au nouvel emploi.

Toutefois, ils sont licenciés après expiration d'un délai de deux ans à compter de la constatation de l'inaptitude professionnelle s'ils n'ont pas obtenu un autre emploi. Le droit au

Textes en vigueur

reclassement de l'espèce ne peut s'exercer qu'une seule fois.

Art. L. 432 - Tout invalide de guerre, titulaire d'un emploi réservé ou non réservé de l'Etat, des départements ou des communes qui, par suite d'aggravation de son état physique, devient inapte à l'emploi qu'il occupe, peut demander un emploi réservé compatible avec son invalidité. En ce cas, il est inscrit en tête des candidats à cet emploi. Il l'est immédiatement sans avoir à subir un examen si l'emploi qu'il postule est de même genre ou de même catégorie que celui qu'il occupe et s'il n'existe pas de différence essentielle dans les conditions d'aptitude professionnelle exigées pour ces emplois.

Il n'est congédié qu'après la nomination à son nouvel emploi.

Ce droit à reclassement prévu à l'alinéa précédent ne peut s'exercer que pendant deux années à compter de la reconnaissance officielle de l'aggravation et seulement pour deux nouveaux emplois. A titre provisoire, ce délai est prorogé jusqu'au 19 août 1952 .

Si l'administration à laquelle appartient l'invalide dispose d'emplois réservés ou non réservés, compatibles avec son aptitude physique et son aptitude professionnelle, elle doit muter l'intéressé à l'un de ces emplois, immédiatement après la constatation, par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, de l'inaptitude à l'emploi occupé.

Les invalides de guerre, qui, par application des dispositions des alinéas précédents, obtiennent un nouvel emploi, prennent rang dans la classe dont le traitement se rapproche le plus de celui auquel ils avaient droit dans leurs fonctions antérieures, sans que ce nouveau traitement puisse être inférieur à celui dont ils bénéficiaient précédemment.

Art. L. 433 - Les bénéficiaires

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

d'emplois réservés qui, avant leur mobilisation, occupaient un emploi public réservé ou non réservé, sont, si leur aptitude physique le permet, réintégrés dans leur emploi ou dans un emploi équivalent. Dans le cas contraire, ils sont pourvus d'un autre emploi réservé ou non réservé dans leur administration et, en cas d'impossibilité, dans une autre administration.

Si l'emploi qui leur est attribué est d'une catégorie correspondante ou inférieure à celle de l'emploi qu'ils occupaient avant leur mobilisation, ils sont nommés titulaires dans la classe et l'échelon auxquels ils appartiendraient s'ils étaient réintégrés dans leur emploi.

Si l'emploi qui leur est attribué est d'une catégorie supérieure à celle de l'emploi qu'ils occupaient avant leur mobilisation, ils sont nommés dans la classe et l'échelon auxquels leur donnerait droit une mutation identique au titre administratif.

Art. L. 434 - Les bénéficiaires d'emplois réservés, même s'ils ont renoncé à leur désignation ou refusé leur nomination, après avoir été classés ou s'ils se sont démis volontairement d'un emploi obtenu, peuvent solliciter de nouveaux emplois. Toutefois, le bénéfice de cette disposition est limité à un seul nouveau classement si l'emploi sollicité est de même catégorie ou d'une catégorie inférieure à celle de l'emploi en cause. Les bénéficiaires en fonctions sont, s'ils le demandent, maintenus dans cette fonction jusqu'au moment de leur nomination à l'emploi nouveau dans lequel ils ont été classés.

Tout candidat désigné pour un emploi et désirant y renoncer pour concourir en vue d'obtenir un autre emploi, doit adresser au ministre des anciens combattants et victimes de guerre la renonciation à l'emploi pour lequel il a été classé dans le délai d'un mois de la réception de l'avis de désignation à cet emploi. Il peut postuler en vue de prendre part aux

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

examens relatifs à un ou plusieurs emplois.

En tout état de cause, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre peut toujours autoriser le nouveau classement d'un candidat qui s'est démis d'un emploi réservé ou a renoncé à une précédente désignation, s'il fait la preuve que cette démission ou cette renonciation a été la conséquence d'un cas de force majeure.

Les titulaires d'emplois réservés renonçant à leur emploi et les candidats renonçant à leur désignation sont dispensés des épreuves d'instruction générale exigées pour les nouveaux emplois qu'ils postulent si ces derniers sont des catégories correspondantes ou inférieures à celle de l'emploi occupé ou refusé. Ils doivent, néanmoins, satisfaire, le cas échéant, aux épreuves techniques et obtenir le certificat d'aptitude physique exigé pour cet emploi.

Art. L. 435 - Le temps passé sous les drapeaux, après l'expiration légale du service actif auquel ils sont tenus, par les militaires des armées de terre, de mer et de l'air engagés, rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance, nommés à un emploi civil réservé dans une administration de l'Etat, des départements, des communes ou concessionnaires d'un service public subventionné par l'Etat, les départements ou les communes, et dont les services militaires ne sont pas déjà rémunérés par une pension proportionnelle ou d'ancienneté, est compté pour un cinquième de sa durée dans le calcul de l'ancienneté des services civils donnant droit à un avancement ou augmentation de traitement à l'ancienneté, mais sans que la bonification en résultant puisse excéder un total égal à la durée du service actif obligatoire.

Ce temps est compté, pour chaque avancement ou augmentation de traitement, par fraction de trois mois au

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

maximum jusqu'à épuisement des droits acquis, l'excédent entrant en ligne de compte pour l'avancement suivant ; il est indépendant de toute bonification d'ancienneté à laquelle l'intéressé pourrait prétendre par application des statuts particuliers au service où il est employé.

Le bénéfice de cette disposition se cumule, le cas échéant, avec celui concédé par l'article 7 de la loi du 31 mars 1928, lequel s'entend du temps passé obligatoirement sous les drapeaux par application, en particulier, des articles 2, 40, 49 et 52 de ladite loi.

Les conditions d'application du présent article sont fixées à l'article R. 452.

PARAGRAPHE 8

Dispositions diverses

Art. L. 437 - Les dispositions du présent chapitre ne peuvent déroger aux dispositions particulières de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires et des textes pris pour son application, qui doivent, toutefois, comporter des mesures spéciales en faveur des invalides, veuves et orphelins de guerre en ce qui touche, notamment, les bonifications de points et, s'il y a lieu, d'âge.

Art. L. 438 - Les conditions d'application des dispositions du présent chapitre, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, et notamment celles concernant l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, ainsi que les règles d'inscription sur les listes de reclassement, sont fixées aux articles R. 445 et R. 449.

Art. L. 439 - Les conditions d'application du présent chapitre aux territoires d'outre-mer sont fixées aux articles R. 453 et R. 470.

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

Art. L. 440 - Les dispositions de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés seront insérées ultérieurement dans le Code du travail.

SECTION 3

Dispositions particulières concernant les médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires, invalides de guerre.

Art. L. 441 - Les médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, vétérinaires, invalides de guerre, qui ont été mobilisés dans leur profession et sont en possession d'une pension définitive ou temporaire, par suite de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion du service au cours de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, ou d'expéditions déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente, amoindrissant leur aptitude physique professionnelle, bénéficient, pendant les délais fixés aux alinéas 1er et 4 de l'article L. 393, d'un droit de préférence pour l'accession aux emplois de leur profession des administrations de l'Etat, des territoires d'outre-mer, ainsi que des entreprises privées qui jouissent d'un monopole.

L'exercice du droit de préférence reconnu par le présent article est déterminé par les dispositions suivantes.

Art. L. 442 - Les diverses collectivités visées à l'article L. 441 qui utilisent régulièrement les services de médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes ou vétérinaires sont tenues de mettre à la disposition des bénéficiaires du présent article, dans les conditions précisées ci-dessus, les postes vacants qui dépendent d'elle.

Si aucun candidat bénéficiaire de la présente section ne réunit les conditions prévues ci-dessous, ou si la proportion du tiers de l'effectif est déjà atteinte par des invalides de guerre remplissant les conditions de la présente

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur

section, les susdites collectivités conservent la libre disposition de la vacance.

Art. L. 443 - Les bénéficiaires de la présente section doivent dans tous les cas remplir les conditions exigées pour le recrutement au poste vacant, tant au point de vue professionnel qu'au point de vue de l'aptitude physique, abstraction faite de la limite d'âge fixée pour l'admission à la retraite.

Art. L. 444 - Les demandes de poste formulées au titre de la présente section, accompagnées de toutes pièces justificatives que le candidat croit devoir y joindre, sont adressées par lui à l'administration ou au service dont dépend le poste sollicité.

L'administration ou service instruit la demande dans les trois mois de la réception, notamment en ce qui concerne la vérification des droits du candidat au bénéfice de la présente section, ainsi que des titres qu'il fait valoir et de la réalisation des conditions prévues à l'article L. 443.

Art. L. 445 - Tous les ans, avant le 31 janvier, un état des postes vacants ou susceptibles de devenir vacants entre le 1er avril de l'année en cours et le 31 mars de l'année suivante, sous réserve de tous les emplois auxquels il est pourvu par voie de concours, est adressé par les collectivités assujetties aux obligations de la présente section au secrétariat de la commission spéciale de classement instituées par l'article L. 447.

A la même époque, les mêmes collectivités adressent au secrétariat de la commission spéciale de classement les dossiers des candidatures qu'elles ont instruites dans le courant de l'année précédente, complétés par l'indication de leur avis favorable ou défavorable à la candidature. Si l'avis est défavorable, il doit être motivé.

Art. L. 446 - La commission spéciale de classement aux emplois réservés de médecins, pharmaciens,

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>chirurgiens-dentistes ou vétérinaires est nommée par décret rendu sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de guerre et composée de la façon suivante :</p>		
<p>Un député désigné par l'Assemblée Nationale ;</p>		
<p>Un sénateur désigné par le Sénat ;</p>		
<p>Un représentant du ministre des anciens combattants et victimes de guerre désigné par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre ;</p>		
<p>Deux représentants des différentes administrations, tous deux désignés par le président du conseil des ministres ;</p>		
<p>Deux représentants de l'association nationale des médecins mutilés et pensionnés de guerre, désignés par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre ;</p>		
<p>Deux professeurs titulaires ou agrégés de la faculté de médecine de Paris, désignés par le ministre de l'éducation nationale ;</p>		
<p>Un médecin détaché au ministère des anciens combattants et victimes de guerre désigné par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et chargé des fonctions de secrétaire de la commission des anciens combattants et victimes de guerre ;</p>		
<p>Le cas échéant, deux représentants des entreprises privées jouissant d'un monopole, désignés par ces entreprises ;</p>		
<p>Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, désigné, parmi les membres de la commission autres que le secrétaire, le président et le vice-président de ladite commission.</p>		
<p><i>Art. L. 447</i> - La commission spéciale de classement examine les dossiers des candidats, statue sur les avis défavorables formulés par les administrations ou services intéressés, et</p>		

Textes en vigueur

dresse annuellement une liste d'aptitude pour chaque poste à pourvoir, compte tenu des titres des candidats tant au point de vue des qualités professionnelles, morales et physiques indispensables pour assurer convenablement l'exercice de l'emploi que du pourcentage d'invalidité et, s'il y a lieu, de la qualité d'anciens combattants ; pour chaque poste, elle inscrit les candidats dans l'ordre de mérite.

Cette inscription est valable jusqu'à la publication de la liste annuelle suivante.

Art. L. 448 - Les listes d'aptitude sont publiées au Journal officiel de la République française avant le 31 mars de chaque année.

Art. L. 449 - Les collectivités intéressées procèdent, à concurrence du nombre de postes réservés à pourvoir et sauf application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 442 aux nominations des candidats dans l'ordre de l'inscription de ces derniers sur la liste annuelle d'aptitude.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de postes dont l'importance et le revenu constituent un appoint dans l'activité et les ressources de celui à qui ils sont confiés, ils sont d'abord offerts aux candidats de la ville ou de la région. En ce cas, leur refus ne leur fait point perdre leur rang d'inscription.

Art. L. 450 - En cas d'ouverture d'une vacance réservée imprévue ou non déclarée, l'administration ou le service intéressé a la faculté d'y pourvoir par une désignation temporaire, sous réserve de mettre le poste à la disposition des bénéficiaires de la présente section lors de la production du plus prochain état de vacances annuel visé à l'article L. 445.

Texte du projet de loi

Article 2

Propositions de la Commission

Article 2

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

Le candidat ayant réussi aux examens des emplois réservés, en attente d'une nomination à la date de promulgation de la présente loi, conserve ses droits jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de son entrée en vigueur.

(Alinéa sans modification)

Pendant cette période transitoire, les dispositions suivantes s'appliquent :

(Alinéas sans modification)

1° Le ministre chargé des anciens combattants peut établir des arrêtés fixant la répartition géographique des emplois destinés aux candidats admis lors des deux sessions précédentes qui n'ont pas été inscrits sur les listes d'aptitude. Ils sont autorisés à :

a) Choisir deux départements maximum par emploi ;

b) S'inscrire sur une liste de classement nationale ;

c) Demander d'autres emplois relevant d'autres corps ou cadres d'emplois auxquels le même examen donne accès, s'il en existe.

Ils sont classés entre eux en fonction du nombre de points calculé selon les informations figurant dans leur dossier initial. Ils sont inscrits à la suite des candidats figurant sur les listes d'aptitude initiales ;

2° Lorsque aucun poste vacant n'a été pourvu par un candidat inscrit sur liste d'aptitude, le ministre chargé des anciens combattants peut désigner le candidat admis qui en aura accepté le principe, sur des emplois situés dans des départements différents de ceux qu'il a choisis lors de son classement et sur des emplois relevant de la même catégorie ;

3° Le candidat est tenu d'accepter la première proposition qui lui est faite. Il dispose d'un délai de dix jours ouvrés pour faire connaître sa décision. A

3° A défaut d'acceptation dans un délai de dix jours ouvrés de la proposition qui lui est faite, le candidat est réputé refuser celle-ci. Il est alors radié de toutes les listes et

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la Commission

défaut, il est réputé refuser celle-ci. En cas de refus, il est radié de toutes les listes. Il est réputé avoir épuisé ses droits aux emplois réservés. Le ministre chargé des anciens combattants peut alors désigner un autre candidat.

réputé avoir épuisé ses droits aux emplois réservés. Le ministre de la défense peut alors désigner un autre candidat.

Article 3

Les candidats mentionnés à l'article 2 peuvent se présenter à un examen organisé pendant la période transitoire ou pendant la première année d'application des dispositions de la présente loi.

Article 3

Les candidats mentionnés à l'article 2 peuvent se présenter à un examen organisé pendant la période transitoire.

Article 4

Au terme de la période transitoire fixée à l'article 2, sont caduques :

Article 4

Au terme de la période transitoire fixée à l'article 2, sont caduques :

1° Les procédures de reclassement pour inaptitude professionnelle engagées avant la date de promulgation de la présente loi, qu'elles aient abouti ou non ;

1° Les procédures de reclassement pour inaptitude professionnelle engagées avant la date de promulgation de la présente loi ;

2° Les listes de classement établies antérieurement à la promulgation de la présente loi ;

Le reste sans changement

3° Les listes de classement établies au titre de l'article 2 de la présente loi ;

4° Les candidatures déposées antérieurement à la promulgation de la présente loi.

Article 5

L'article L. 323-3 du code du travail est ainsi modifié :

Article 5

I. Les 4° et 5° de l'article L.5212-13 du code du travail sont ainsi rédigés:

Code du travail

Art. L. 323-3 - Bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p data-bbox="140 353 336 383">l'article L. 323-1 :</p> <p data-bbox="140 421 580 607">1° Les travailleurs reconnus handicapés par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ;</p> <p data-bbox="140 645 580 898">2° Les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 p. 100 et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;</p> <p data-bbox="140 936 580 1211">3° Les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;</p> <p data-bbox="140 1249 580 1406">4° Les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;</p> <p data-bbox="140 1444 580 1727">5° Les veuves de guerre non remariées titulaires d'une pension au titre du même code, dont le conjoint militaire ou assimilé est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie imputable à un service de guerre ou alors qu'il était en possession d'un droit à pension militaire d'invalidité d'un taux au moins égal à 85 p. 100 ;</p> <p data-bbox="140 1765 580 2042">6° Les orphelins de guerre âgés de moins de vingt et un ans et les mères veuves non remariées ou les mères célibataires, dont respectivement le père ou l'enfant, militaire ou assimilé, est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie imputable à un service de guerre ou alors qu'il était en possession d'un droit à pension d'invalidité d'un</p>	<p data-bbox="596 936 1037 987">1° Le 4° et le 5° sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p data-bbox="596 1249 1037 1368">« 4° Les bénéficiaires énumérés aux articles L. 394 à L. 396 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre »</p> <p data-bbox="596 1444 1037 1697">« 5° Les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service. »</p> <p data-bbox="671 1765 970 1794">2° Les 6° à 9° sont abrogés.</p>	<p data-bbox="1050 1249 1495 1368">4° les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 394 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;</p> <p data-bbox="1050 1444 1495 1563">5° les bénéficiaires mentionnés aux articles L. 395 et L. 396 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;</p> <p data-bbox="1050 1765 1495 1816">II. Les 6° à 8° du même code sont abrogés.</p> <p data-bbox="1050 1854 1495 1973">III. En conséquence, aux articles L. 3122-26 et L. 5213-6 du même code, remplacer les références : "1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11°" et "1° à 4° et 9° à 11°"</p> <p data-bbox="1050 2011 1230 2040">par la référence:</p>

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
taux au moins égal à 85 p. 100 ;		1° à 4° et 6° à 8
7° Les veuves de guerre remariées ayant au moins un enfant à charge issu du mariage avec le militaire ou assimilé décédé, lorsque ces veuves ont obtenu ou auraient été en droit d'obtenir, avant leur remariage, une pension dans les conditions prévues au 5° ci-dessus ;		
8° Les femmes d'invalides internés pour aliénation mentale imputable à un service de guerre, si elles bénéficient de l'article L. 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;		
9° Les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;		
10° Les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;		
11° Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.		
Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Article 6	Article 6
	Par dérogation aux dispositions de l'article L. 403 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et des articles 19 et 22 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, les conjoints et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité des personnels militaire et civil relevant du ministère de la défense dont le décès est en relation avec l'exercice de leurs fonctions peuvent	Par dérogation aux dispositions de l'article L. 402 du code des pensions militaires....

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p align="center">Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre</p>	<p>être, à titre exceptionnel, recrutés directement dans le corps des secrétaires administratifs du ministère de la défense, sous réserve de remplir les critères d'accès à la catégorie B, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.</p>	
<p><i>Art. L. 79</i> - Toutes les contestations auxquelles donne lieu l'application du livre Ier (à l'exception des chapitres Ier et IV du titre VII) et du livre II du présent code sont jugées en premier ressort par le tribunal départemental des pensions du domicile de l'intéressé et en appel par la Cour régionale des pensions [*juridictions territorialement compétentes*].</p>	<p align="center">TITRE 2</p> <p align="center">Dispositions relatives au contentieux des soins gratuits</p> <p align="center">Article 7</p> <p>Au premier alinéa de l'article L. 79 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, les mots : « (à l'exception des chapitres I^{er} et IV du titre VII) » sont remplacés par les mots : « (à l'exception du chapitre IV du titre VII) ».</p>	<p align="center">TITRE 2</p> <p align="center">Dispositions relatives au contentieux des soins gratuits</p> <p align="center">Article 7</p> <p>L'article L. 79 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est ainsi rédigé :</p> <p><i>Art. L. 79</i> « Les contestations auxquelles donne lieu l'application des livres Ier et II du présent code sont jugées en premier ressort par le tribunal départemental des pensions, ou le tribunal des pensions dans les collectivités d'outre-mer, et en appel par la Cour régionale des pensions, ou la cour des pensions d'outre-mer dans les collectivités d'outre-mer, du domicile de l'intéressé. »</p>
<p>Les arrêts rendus par les cours régionales des pensions peuvent être déférés au Conseil d'Etat par la voie du recours en cassation.</p>	<p align="center">Article 8</p> <p>L'article L. 118 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est modifié ainsi qu'il suit :</p>	<p>« Les arrêts rendus par les cours régionales des pensions et par les cours des pensions d'outre-mer peuvent être déférés au Conseil d'Etat par la voie du recours en cassation. »</p> <p align="center">Article 8</p> <p>I. L'article L. 118 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est abrogé.</p>
<p align="center">Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre</p>		

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p><i>Art. L. 118</i> - Par dérogation aux dispositions de l'article L. 79, toutes les contestations auxquelles donne lieu l'application de l'article L. 115 et des textes pris pour son application, sont jugées en premier ressort par la commission contentieuse des soins gratuits.</p>	<p>1° Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Les contestations auxquelles donne lieu l'application de l'article L. 115 et des textes pris pour son application, y compris les affaires pendantes devant les juridictions des soins gratuits, sont jugées, en premier ressort, par le tribunal départemental des pensions et, en appel, par la cour régionale des pensions, selon les procédures en vigueur devant ces juridictions. » ;</p>	<p>II. Les procédures en cours devant les juridictions des soins gratuits à la date de la promulgation de la présente loi sont transférées en l'état aux juridictions des pensions.</p>
<p>Les décisions de la commission contentieuse des soins gratuits sont susceptibles d'appel devant la commission supérieure des soins gratuits.</p>	<p>2° Les deuxième, troisième et quatrième alinéas sont supprimés.</p>	
<p>Ces commissions constituent des juridictions administratives. Elles comprennent, notamment, des représentants des praticiens et des pensionnés.</p>		
<p>Le siège et le ressort des commissions contentieuses des soins gratuits sont fixés par décret en Conseil d'Etat.</p>		
<p>Loi n° 76-371 du 27 avril 1976 relative aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire</p>	<p>TITRE 3 Dispositions diverses Article 9</p>	<p>TITRE 3 Dispositions diverses Article 9</p>
	<p>La loi n° 76-371 du 27 avril 1976 relative aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire est modifiée ainsi qu'il suit :</p>	<p><i>Article sans modification</i></p>
<p>Art. 1^{er} – Les officiers généraux</p>	<p>1° À l'article 1^{er}, après les mots :</p>	

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la Commission
<p>et les fonctionnaires, qui se trouvent à plus de deux ans de la limite d'âge du grade qu'ils détiennent dans leur corps, peuvent être nommés dans des emplois de contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire lorsqu'ils ont occupé, en matière de défense ou d'organisation et d'administration des armées, des postes de haute responsabilité. Cette nomination intervient, pour les fonctionnaires, par voie de détachement.</p>	<p>« Les officiers généraux », sont ajoutés les mots : « qui se trouvent à plus de deux ans de l'âge maximal de maintien en première section de leur corps » ;</p>	
<p>Art. 2 – Pendant la durée de leur mission, les contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire sont régis par les dispositions du statut général des militaires et celles du statut particulier du corps militaire du contrôle général des armées relatives aux contrôleurs généraux.</p>	<p>2° Au deuxième alinéa de l'article 2, les mots : « qui était la leur dans leur corps d'origine » sont remplacés par les mots : « , ou dans le cas des officiers généraux, l'âge maximal de maintien en première section qui leur était applicable dans leur corps d'origine ».</p>	
<p>La limite d'âge de ces derniers leur est applicable sans que cette disposition puisse avoir pour effet de permettre aux intéressés de dépasser de plus de deux ans la limite d'âge qui était la leur dans leur corps d'origine.</p>	<p>Article 10</p> <p>Les servitudes existant à la date de la promulgation de la présente loi et établies sur le fondement de l'article 4 de la loi n° 70-573 du 3 juillet 1970 sont maintenues au profit des établissements intéressés jusqu'à l'approbation des plans de prévention des risques technologiques mentionnés à l'article L. 515-1 du code de l'environnement.</p>	<p>Article 10</p> <p>Les servitudes existant à...</p> <p>à l'article L.515-15...</p>